



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES PRINCIPES GÉNÉRAUX

Vingt-neuvième session

Paris, France, 9 - 13 mars 2015

GESTION DES TRAVAUX DU CODEX ET FONCTIONNEMENT DU COMITÉ EXÉCUTIF

(document élaboré par le Secrétariat du Codex en collaboration avec la FAO et l'OMS)

Les gouvernements et les organisations internationales dotées du statut d'observateur auprès de la Commission du Codex Alimentarius qui souhaitent formuler des observations sur ce document sont invités à les adresser à Mme Geneviève Raoux, ministère de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, 59 boulevard Vincent Auriol, télédéc 223, 75703 Paris Cedex 13, France (courriel : genevieve.raoux@dgccrf.finances.gouv.fr), avec copie au Secrétariat, Commission du Codex Alimentarius, Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires (courriel : codex@fao.org), avant le **20 février 2015**.

1. INTRODUCTION

1.1 Généralités

1. À sa 69^e session, le Comité exécutif a examiné la proposition formulée par le Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP) à sa 28^e session i) de définir un processus ouvert à tous et clairement délimité visant à examiner les systèmes et pratiques de gestion des tâches du Codex conformément à l'objectif stratégique n° 4 du Plan stratégique du Codex pour 2014-2019 ; et ii) d'envisager un examen, sous les auspices de la FAO et de l'OMS, de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations et propositions associées découlant de l'Évaluation du Codex de 2002.

2. À sa 69^e session, le Comité exécutif a noté qu'il fallait cerner et analyser les préoccupations essentielles avant que des décisions concrètes soient prises sur la voie à suivre et que le mieux serait, à cet égard, que le Secrétariat élabore un document de travail en coopération avec la FAO et l'OMS.

3. À sa 69^e session, le Comité exécutif :

- est convenu qu'un processus en deux étapes, tout d'abord interne sous la direction du Secrétariat et par la suite externe, pourrait être suivi pour évaluer la gestion des travaux du Codex ;
- a demandé au Secrétariat d'élaborer, en collaboration avec la FAO et l'OMS, un document présentant la portée et le processus d'une évaluation de la gestion des travaux du Codex, pour examen par le CCGP en mai 2015. Ce document de travail devra aussi comprendre une analyse de la mise en œuvre de l'Évaluation du Codex conduite en 2002. Compte tenu des observations formulées par le CCGP, l'examen interne mené sous la direction du Secrétariat sera entamé selon les modalités qui auront été définies et approuvées par la Commission à sa 38^e session. L'opportunité d'un examen externe et les modalités de cet examen, le cas échéant, seront également examinées par la Commission.

4. À sa 69^e session, le Comité exécutif s'est également penché sur la question soulevée par la délégation du Cameroun au cours de la 28^e session du CCGP concernant l'efficacité et la représentativité du Comité exécutif et a noté que cette question était étroitement liée à l'examen de la gestion des travaux du Codex et qu'elle pouvait être traitée dans le cadre du document de travail qu'il avait été décidé d'élaborer¹.

5. À sa 37^e session, la Commission du Codex Alimentarius a fait sienne la recommandation formulée par le Comité exécutif à sa 69^e session concernant la rédaction par le Secrétariat, en collaboration avec la FAO et l'OMS, d'un document présentant la portée et le processus d'une évaluation de la gestion des travaux du Codex, qui serait soumis à l'examen du CCGP en 2015. La Commission a noté que ce document porterait

¹ REP14/EXEC, par. 69-75.

également sur l'efficacité et la représentativité du Comité exécutif et que l'Évaluation du Codex réalisée en 2002 ([ALINORM 03/25/3](#)) ainsi que son suivi en 2005 constitueraient un bon point de départ pour ce travail².

6. Comme indiqué par la Commission à sa 37^e session et par le Comité exécutif à sa 69^e session, le présent document prend comme point de départ la mise en œuvre des recommandations de l'Évaluation du Codex conduite en 2002 (« l'Évaluation »).

7. L'Évaluation contient quarante-deux recommandations qui portent sur : i) le Codex (recommandations 1 à 31), ii) les avis scientifiques (recommandations 32 à 40) et iii) le renforcement des capacités (recommandations 41 et 42).

8. Aux fins du présent document, seules les recommandations 1 à 31 sont prises en compte. L'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations relatives aux avis scientifiques et au renforcement des capacités est présenté dans un document distinct (CX/GP 15/29/6 Add.1).

9. Lors de sa 25^e session (extraordinaire) qui s'est tenue à Genève du 13 au 15 février 2003, la Commission a débattu des principaux aspects des recommandations retenus par le Comité exécutif, à savoir le mandat, les priorités, la création d'un Conseil d'administration remplaçant l'actuel Comité exécutif et d'un Comité de gestion des normes, la définition du concept de consensus, l'avis des experts scientifiques et le renforcement des capacités.

10. À sa 25^e session, la Commission a invité le Secrétariat à recueillir auprès des gouvernements et des organisations internationales intéressées des observations sur le rapport de l'Évaluation et à préparer des options et des stratégies pour examen par la Commission à sa 26^e session. Sur la base des réponses reçues, le Secrétariat du Codex a élaboré trente-huit propositions couvrant les domaines suivants :

- examen de la structure des comités du Codex et des mandats des comités et groupes spéciaux du Codex, y compris les comités régionaux ([ALINORM 03/26/11 Add.1](#)) (recommandations 16 et 17) ;
- examen des fonctions du Comité exécutif ([ALINORM 03/26/11 Add.2](#)) (recommandations 9 et 10) ;
- amélioration de la gestion des normes ([ALINORM 03/26/11 Add.3](#)) (recommandations 18, 20, 23 et 24) ;
- examen du Règlement intérieur et d'autres questions de procédure ([ALINORM 03/26/11 Add.4](#)) (recommandations 8, 22, 23, 24, 26, 27 et 28) ; et
- application d'autres recommandations ([ALINORM 03/26/11 Add.5](#)).

11. Entre 2004 (27^e session de la Commission) et 2009, date à laquelle la mise en œuvre des propositions a été considérée comme achevée, le Secrétariat du Codex a présenté un document (au Comité exécutif et à la Commission) sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des trente-huit propositions. Il convient de noter qu'il n'existe pas toujours de correspondance claire entre les recommandations de l'Évaluation et les propositions dont la mise en œuvre a été suivie.

12. Pour chaque recommandation, l'annexe du présent document indique :

- la correspondance avec les propositions ;
- les réponses de la Direction de la FAO et de la Direction de l'OMS ;
- la décision de la Commission à sa 25^e session, après examen des recommandations ;
- la décision de la Commission à sa 26^e session, après examen des propositions ;
- l'état d'avancement de la mise en œuvre des propositions en 2009 ; et
- l'évolution après 2009.

1.2 Synthèse

13. La section 2 examine l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations 1 à 31. La section 3 contient les propositions formulées pour améliorer la gestion des travaux du Codex et le fonctionnement du Comité exécutif. La section 4 envisage les moyens de poursuivre l'évaluation et la mise en œuvre des propositions et les ressources nécessaires à cette fin.

2. RÉSULTATS

14. Dans le cadre de l'examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations 1 à 31, cinq principaux domaines de réévaluation/d'amélioration exposés ci-après (sections 2.1 à 2.5) ont été mis en

² REP14/CAC, par. 103.

évidence ainsi que des recommandations auxquelles aucune suite ne doit être donnée pour le moment (2.6). Dans chaque section, les recommandations établies en 2003 figurent sous leur forme abrégée originale et sont suivies des observations formulées par la FAO/l'OMS/le Secrétariat du Codex en 2015.

2.1 Mandat et priorités

Recommandation 1 :

La portée du Codex devrait couvrir tous les aspects liés à la santé des normes alimentaires. Il lui faudra donc (sous réserve de la disponibilité des ressources pour le Codex et des avis scientifiques d'experts et de l'établissement des priorités sur la base des avis d'experts relatifs à l'importance des autres risques possibles) :

- renforcer les travaux sur les aliments diététiques et de régime, les allégations relatives à la santé et les ajouts d'éléments nutritifs ;
- entreprendre de nouveaux travaux sur les matériaux d'emballage et sur les agents de transformation industriels et les agents biologiques dans les aliments.

15. Le Codex poursuit ses travaux sur les normes sanitaires (sécurité sanitaire des aliments et nutrition) et les normes non sanitaires ; la proportion exacte des ressources du Codex utilisées pour l'une et l'autre de ces catégories n'a jamais été étudiée.

16. Les travaux sur les aliments diététiques et de régime, les allégations relatives à la santé et les ajouts d'éléments nutritifs ont été poursuivis et même renforcés, de même que ceux relatifs à l'étiquetage nutritionnel. Le Codex a en outre réalisé des efforts soutenus dans ces domaines en lien avec la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé adoptée par l'Assemblée mondiale de la santé.

17. Il est difficile de discerner la raison pour laquelle cette recommandation souligne l'intérêt d'entreprendre de nouveaux travaux sur les matériaux d'emballage et les agents de transformation industriels dans les aliments.

18. Dans certains domaines, des mécanismes efficaces semblent faire défaut pour conduire une activité de veille prospective stratégique et déterminer les enjeux émergents en vue de les inclure dans le programme de travail (en conformité avec l'objectif stratégique n° 1 du Plan stratégique du Codex). Les discussions en cours sur la « revitalisation des comités de coordination FAO/OMS » abordent aussi en partie cette question. La proposition (liée à la recommandation 11) de soumettre un « plan stratégique pour l'élaboration des normes » tous les deux ans sur une base continue pourrait constituer une solution, compte tenu de la vision trop générale du Plan stratégique du Codex à cette fin.

Recommandation 2 : Il est recommandé que le Codex n'entreprenne pas de nouveaux travaux dans des domaines qui ne sont pas liés à la santé.

19. Cette recommandation semble être partiellement en contradiction avec la recommandation 3.

20. Les normes de produit représentent toujours une part importante de l'activité du Codex. Bon nombre de pays jugent utiles les travaux sur ces normes pour améliorer leur accès au marché et lever les obstacles au commerce des denrées alimentaires.

21. La création d'un Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) n'a pas été exempte de controverse et a conduit, en outre, au présent examen. En décidant de mettre en place un nouveau comité de produit, le Codex est allé à l'encontre de la recommandation 16 (qui préconise l'utilisation de groupes spéciaux à durée limitée).

Recommandation 3 : En déterminant son programme d'établissement de normes, le Codex devrait suivre l'ordre de priorité suivant:

- 1) normes ayant un impact sur la santé des consommateurs et la sécurité sanitaire ;
- 2) normes de produit répondant aux besoins exprimés des pays en développement ;
- 3) normes de produit répondant aux besoins exprimés des pays développés ; et
- 4) étiquetage informatif lié aux questions autres que la santé ou que la sécurité sanitaire.

22. La santé des consommateurs et la sécurité sanitaire des aliments demeurent au premier rang des priorités du Codex ; la décision d'entreprendre de nouveaux travaux est prise sur la base de l'Examen critique.

23. S'agissant de la décision d'élaborer une nouvelle norme de produit, les orientations du Manuel de procédure ne mentionnent/reconnaissent pas l'importance que peut avoir un produit pour les pays en développement.

24. L'étiquetage informatif lié aux questions autres que la santé ou la sécurité sanitaire n'est pas une priorité du Codex ; néanmoins, il continue d'être un aspect essentiel des travaux sur les produits, en contribuant au mandat du Codex d'assurer la loyauté des pratiques commerciales.

25. Dans l'ensemble, ces quatre priorités reflètent les travaux actuellement menés par le Codex qui sont désormais dictés en grande partie par les demandes des membres, et non par l'Examen critique ou une stratégie générale.

Recommandation 4 : Il importe d'élaborer un mandat global et clair pour le Codex qui sera ratifié par la Conférence de la FAO et l'Assemblée mondiale de la santé. Le mandat devrait être très simple, par exemple :

« La formulation et la révision des normes internationales pour l'alimentation, en collaboration avec les autres organisations internationales appropriées, la priorité étant donnée aux normes visant la protection de la santé des consommateurs, compte pleinement tenu des besoins des pays en développement. »

26. Le mandat du Codex n'a pas été modifié. Aucune proposition d'amendement n'a été soumise aux organes directeurs de la FAO/l'OMS. Les travaux du Codex en matière de sécurité sanitaire des aliments sont reconnus de manière explicite dans l'Accord SPS de l'OMC et de manière implicite dans l'Accord OTC de l'OMC.

2.2 Gestion du programme du Codex et liens avec la FAO/l'OMS

Recommandation 5 : La FAO et l'OMS devraient définir comment porter les recommandations formelles du Codex à l'attention des organes directeurs de la FAO et de l'OMS pour examen (par exemple, au sein de la FAO par l'intermédiaire de l'un des comités du Conseil).

27. Les normes du Codex sont principalement utilisées par ses membres. La FAO et l'OMS encouragent également l'utilisation des normes et directives du Codex en mettant en œuvre une politique alimentaire et nutritionnelle et des programmes de renforcement des capacités (de même qu'en promouvant une participation accrue au Codex).

28. L'interaction qui existe entre le Secrétariat du Codex et la FAO et l'OMS paraît suffisante pour créer des synergies et valoriser mutuellement leurs travaux. De manière plus générale, l'article 5 des Statuts du Codex prévoit que la Commission « adresse des recommandations à la Conférence de la FAO et à l'autorité appropriée de l'OMS par l'intermédiaire des Directeurs généraux des organisations respectives » mais, semble-t-il, cette pratique n'est pas courante. En dépit de cette disposition, les questions traitées par le Codex ne constituent pas un point permanent de l'ordre du jour de la Conférence de la FAO ou de l'Assemblée mondiale de la santé.

29. Les questions relatives au Codex ne sont pas régulièrement transmises aux organes directeurs de l'OMS. Parmi les organes du Codex, seul le JECFA communique régulièrement ses conclusions à l'Assemblée mondiale de la santé par l'intermédiaire du Conseil exécutif de l'OMS.

30. Les organes directeurs de la FAO expriment régulièrement leur soutien au Codex et aux activités connexes de la FAO.

31. Dans l'autre sens, les avis divergent pour déterminer dans quelle mesure le Codex pourrait/devrait apporter son soutien aux politiques et stratégies de la FAO et de l'OMS et ces dernières devraient/pourraient inspirer ou orienter les travaux du Codex (par exemple sur les boissons alcoolisées, les préparations de suite, la Stratégie mondiale de l'OMS pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé, et le suivi de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition).

Recommandation 7 : Le Codex devrait rester au sein de la FAO et de l'OMS mais devrait avoir plus d'indépendance, de pouvoir et de responsabilité pour l'établissement des priorités et la gestion de son programme de travail. Les organes directeurs de la FAO et de l'OMS devraient approuver le programme de travail et le budget global du Codex sur une base biennale.

32. En tant qu'organe créé en vertu de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO, le Codex jouit d'une certaine autonomie, moindre cependant que celle des organes établis en vertu de l'article XIV (tels que la CIPV).

33. Pour justifier le soutien financier qu'ils reçoivent de la FAO et de l'OMS, les travaux du Codex doivent faire l'objet d'une planification et d'une budgétisation plus rigoureuses. Cette nouvelle planification devrait être proactive et faciliter l'intégration de la programmation budgétaire du Codex dans les procédures correspondantes de la FAO et de l'OMS. Les hauts responsables de la FAO et de l'OMS examinent les questions liées à la gestion du Codex au moins une fois par an (et aussi souvent que nécessaire) avec le Secrétariat du Codex. Ces réunions peuvent être utilisées pour simplifier la programmation budgétaire. Le

changement (de décembre à juin) de la date de la session de la Conférence de la FAO facilite la coordination avec l'OMS, dont l'Assemblée mondiale de la santé se tient en mai.

Recommandation 13 : Le Secrétariat du Codex devrait pouvoir exercer des fonctions de gestion, de stratégie et de communication. Pour attirer une personne de l'envergure requise pour assumer le rôle de chef de file et fournir un soutien au sein du Codex, gérer et motiver le Secrétariat élargi, le Secrétaire exécutif devra avoir un niveau hiérarchique élevé. Il faudrait également relever le niveau hiérarchique des fonctionnaires du Secrétariat.

34. Au sein du Secrétariat, le fonctionnaire de niveau D-1 exerce principalement des fonctions de direction, secondé par deux fonctionnaires de classe P-5 qui participent aux travaux des comités mais exercent aussi d'autres fonctions (planification des travaux, communication, etc.). L'essentiel des travaux des comités doit donc être pris en charge par quatre responsables des normes alimentaires, deux de classe P-4 et deux de classe P-3.

35. L'expérience a révélé que quatre responsables des normes alimentaires pleinement compétents sont nécessaires pour assurer efficacement les fonctions de Secrétariat auprès des organes subsidiaires du Codex. Si l'un d'eux est absent ou n'a pas encore atteint le niveau de compétences requis (il faut trois années d'expérience en moyenne pour pouvoir travailler de manière autonome), les fonctionnaires de haut niveau doivent alors assumer une part bien plus importante des travaux des comités au détriment de leurs autres fonctions.

36. Dans le passé, le recrutement de fonctionnaires sur des postes vacants, y compris par promotion interne, a conduit à de longues périodes de vacance au sein du Secrétariat du Codex. En décembre 2014, pour la première fois depuis 2009, le Secrétariat (classe P) était entièrement doté en personnel et comprenait à la fois des membres de longue date et d'autres relativement nouveaux.

37. Des enseignements devraient être tirés de cette situation et un examen de la structure professionnelle du Secrétariat pourrait être envisagé d'ici deux ou trois ans.

38. Outre les ressources humaines du Secrétariat du Codex, la réalisation effective du programme du Codex est largement tributaire des ressources en personnel de la FAO et de l'OMS, pour ce qui est des avis techniques et scientifiques et du contrôle de gestion (sécurité sanitaire des aliments, nutrition, salubrité de l'environnement), de l'administration du Fonds fiduciaire du Codex, du renforcement des capacités liées au Codex et des services juridiques. Les traitements et les frais de déplacement des personnels participant aux réunions du Codex ne sont généralement pas couverts par le budget du Codex, ni remboursés sur celui-ci, et les effectifs disponibles au sein de la FAO et de l'OMS sont très limités.

Recommandation 15 : Il faut en priorité renforcer les ressources humaines et financières du Secrétariat du Codex afin qu'il puisse exercer les fonctions qui lui sont déjà confiées et faire face aux demandes croissantes auxquelles il doit répondre.

39. Le budget du Codex a été « préservé » pendant cette période, alors que d'autres programmes de la FAO et de l'OMS ont subi des coupes massives.

40. Si le budget actuel permet d'assurer les activités régulières du Codex, toute demande de ressources supplémentaires devrait être justifiée par des besoins spécifiques et un programme de travail détaillé. Comme indiqué dans les commentaires sur la recommandation 7, il est nécessaire de mettre en place une procédure de budgétisation et de planification des travaux plus transparente pour permettre à la FAO et à l'OMS de fournir les fonds appropriés.

41. Il convient de rappeler l'importance d'un financement durable et suffisant pour les autres programmes (concernant, par exemple, les avis scientifiques) dans l'intérêt du bon fonctionnement du processus normatif du Codex. La question du financement devrait s'inscrire dans une vision d'ensemble.

2.3 Gouvernance stratégique au sein du Codex – « Conseil d'administration »

Recommandation 9 : Le Comité exécutif devrait être remplacé par un Conseil d'administration, se réunissant tous les six mois, chargé de responsabilités stratégiques et gestionnaires, mais sans le pouvoir d'examiner les normes. La fonction du Conseil serait d'accélérer le processus et d'en renforcer l'efficacité en aidant la Commission dans la planification stratégique, la budgétisation et le suivi, y compris :

- la préparation du plan de travail, du budget et du plan à moyen terme ;
- la formulation de recommandations pour améliorer la gestion et les procédures de travail du Codex, y compris de ses comités et groupes spéciaux ;
- le suivi et les mesures correctives nécessaires pour l'exécution du programme de travail.

Recommandation 10 : Le Conseil d'administration devrait être restreint et comprendre :

- deux ou trois représentants d'observateurs des consommateurs, de l'industrie et peut-être des producteurs primaires ;
- la participation formelle du Secrétaire du Codex, de la FAO et de l'OMS.

42. Aucun Conseil d'administration n'a été créé. À la place, la Commission a décidé, à sa 26^e session :

- de maintenir le Comité exécutif en tant qu'organe de gestion stratégique et de gestion des normes, conformément à l'avis exprimé par la majorité des pays. Quelques délégations auraient préféré limiter ses fonctions à la gestion stratégique, afin de ne pas le surcharger de travail (ALINORM 93/41, par. 156) ; et
- d'élargir la composition du Comité exécutif aux coordonnateurs régionaux. Plusieurs pays se sont interrogés sur l'efficacité d'un comité élargi en tant qu'organe de gestion stratégique ; il faudrait sans doute préciser les rôles respectifs des coordonnateurs régionaux et des membres régionaux (ALINORM 93/41, par 158).

43. La taille et les modalités de fonctionnement (ordre du jour, documents de travail, etc.) du Comité exécutif ressemblent plutôt à celles d'une Commission restreinte (mini-Commission). Comme les membres élus sur une base géographique et les coordonnateurs régionaux viennent tous d'une région donnée, il existe une confusion permanente concernant leurs rôles respectifs. Un certain nombre de pays ayant déjà exprimé cette préoccupation lors de la 26^e session de la Commission, le CCGP a par la suite précisé que les membres élus sur une base géographique devaient agir dans l'intérêt de la Commission dans son ensemble et que les coordonnateurs régionaux présentaient les opinions de leur région, mais dans la pratique la confusion des rôles persiste.

44. La possibilité pour les membres d'être accompagnés par un maximum de deux conseillers de leur choix accroît encore le nombre de participants et la confusion concernant les rôles de chacun et les prises de positions régionales. La possibilité d'inviter des observateurs n'a jamais été étudiée sérieusement ni mise en œuvre.

45. Les nouvelles tâches confiées au Comité exécutif à l'issue de l'Évaluation sont l'examen critique et l'examen des demandes d'admission au statut d'observateur. Les tâches spécifiques telles que l'élaboration des projets de plans stratégiques ont été déléguées aux sous-comités.

46. La fonction de gestion des normes (examen critique) est discutée plus en détail en lien avec la recommandation 11. L'examen des demandes d'admission au statut d'observateur, qui doivent dans tous les cas être approuvées par les services juridiques de la FAO et de l'OMS, n'a pas apporté de véritable valeur ajoutée.

47. La décision de la Commission concernant la modification des fonctions et de la composition du Comité exécutif n'a pas eu d'incidences positives significatives. Plutôt que de fournir des orientations, les discussions du Comité exécutif ne font souvent que répéter celles de la Commission, en particulier lorsqu'il est débattu de questions fondamentales/litigieuses, les discussions du Comité exécutif reproduisant alors souvent les mêmes divisions qu'à la Commission sans apporter de solutions innovantes.

48. Bien que le Comité exécutif ne soit pas aussi représentatif que la Commission, il compte suffisamment de membres pour que des positions antagonistes s'expriment, ce qui l'empêche de jouer son rôle d'organe consultatif stratégique auprès de la Commission.

49. Après l'Évaluation de 2002, le Comité exécutif a commencé à se réunir tous les six mois, mais ce rythme a été abandonné en 2012. Depuis, il se réunit chaque année pendant la semaine qui précède la session de la Commission. Cela signifie qu'après le renouvellement de ses membres, il ne se réunit pas pendant près d'un an.

50. Le rôle unanimement reconnu du Comité exécutif, à savoir préparer les travaux de la Commission et lui fournir des conseils, est d'une certaine façon lié à la programmation de ses sessions juste avant celles de la Commission, comme le prévoit le paragraphe 6 de l'article V du Règlement intérieur. Ce calendrier ne permet pas vraiment au Comité exécutif de contribuer, en temps voulu, au suivi des décisions prises par la Commission lors d'une session.

51. Les sous-comités du Comité exécutif, de même que les réunions informelles entre le Président et les vice-présidents de la Commission et le Secrétariat du Codex, se sont révélés utiles pour identifier et résoudre certains problèmes et fournir des conseils au Comité exécutif et à la Commission.

Recommandation 11 : La fonction de gestion de l'élaboration des normes devrait occuper une place plus importante dans le Codex et être transférée de la Commission à un organe plus restreint. Dans ce contexte, il faudrait envisager la création d'un Comité de gestion des normes qui exercerait les fonctions qui relèveraient autrement du Conseil d'administration.

52. Aucun Comité de gestion des normes n'a été créé. Le Comité exécutif a commencé en 2006 à remplir sa fonction d'examen critique, qui consiste à examiner les propositions de nouveaux travaux et les normes soumises pour adoption et à suivre l'avancement de l'élaboration des normes, sur la base de documents préparés par le Secrétariat du Codex en coopération avec les présidents des comités du Codex.

53. Le Comité exécutif n'a émis qu'un tout petit nombre de recommandations visant à accélérer les travaux, à les interrompre, à ne pas approuver une proposition de nouveaux travaux ou à ne pas adopter une norme.

54. Le Comité exécutif s'est acquitté de cette tâche en examinant chaque proposition séparément, au lieu d'adopter une vision stratégique tenant compte de la totalité des travaux et de la stratégie du comité concerné et de la Commission dans son ensemble.

55. La proposition de soumettre un plan stratégique pour l'élaboration des normes, remis à jour tous les deux ans, qui aurait pu aider le Comité exécutif à remplir son rôle consultatif en la matière n'a jamais été mise en œuvre, bien que cela soit prévu par la *Procédure d'élaboration des normes Codex et textes apparentés, Partie 1. Procédure de planification stratégique* du Manuel de procédure. Ce plan aurait pu comporter des indications à l'intention des comités sur la manière de déterminer les enjeux émergents (objectif 1.2 du Plan stratégique global du Codex).

56. L'accélération du processus d'élaboration des normes semble dépendre davantage des réunions annuelles de la Commission et d'une meilleure gestion des comités eux-mêmes que de la fonction de gestion stratégique du Comité exécutif.

57. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette situation :

- la composition actuelle du Comité exécutif ne lui permet peut-être pas de prendre des décisions difficiles qui seraient dans l'intérêt général de tous ses membres (comme le soulignent déjà les commentaires sur les recommandations 9 et 10) ;
- les décisions qui découlent de l'examen critique doivent être étayées par une analyse approfondie des propositions de nouveaux travaux et des travaux en cours. Le format actuel des documents préparatoires et la forme des discussions tenues lors des sessions du Comité exécutif ne répondent peut-être pas à cette exigence ;
- la fréquence et le calendrier des sessions ainsi que la forme et la durée des discussions du Comité exécutif ne sont peut-être pas adaptés à la conduite d'un examen critique approfondi et à une gestion des normes efficace.

Recommandation 12 : Il est souhaitable que la Commission du Codex Alimentarius se réunisse tous les ans, mais si le Conseil d'administration et éventuellement le Comité de gestion des normes exercent leurs fonctions de manière efficace, il est peut-être possible de réduire les coûts en continuant à tenir des sessions tous les deux ans.

58. L'organisation de sessions annuelles de la Commission :

- a considérablement alourdi la charge de travail du Secrétariat, lui laissant moins de temps pour réfléchir, analyser les conclusions des sessions et communiquer à ce sujet de manière adéquate ;
- a peut-être amélioré parfois l'efficacité des travaux de certains comités mais n'a pas globalement produit d'effets notables ;
- a contribué à mettre en route de nouveaux travaux en temps opportun et dans des délais réduits ;
- a contribué à faire connaître les travaux du Codex et les sujets connexes ;
- a réduit la pertinence des réunions du Comité exécutif sous sa forme actuelle, car elles reprennent dans une large mesure l'ordre du jour de la Commission ; et
- a limité les plages disponibles pour programmer les réunions des comités, sachant que celles-ci ne peuvent se tenir deux mois avant et deux mois après une session de la Commission.

59. Si l'augmentation de la fréquence des sessions de la Commission semble avoir eu des effets globalement positifs sur la productivité du Codex, la diminution récente de la fréquence des sessions du Comité exécutif n'a pas eu d'effet notable. La possibilité de prévoir en alternance un ordre du jour différent

selon les années (complet ou réduit) pour la Commission est examinée en lien avec une autre recommandation.

60. La forme, la fréquence, le calendrier et la longueur des réunions d'un organe exécutif qui assisterait la Commission devraient être à la mesure de son rôle stratégique.

Recommandation 18 : Toutes les activités des Comités et des groupes spéciaux devraient être assorties de délais précis. Aucune élaboration de norme ne devrait durer plus de cinq ans, la Commission devant alors décider si la poursuite des travaux se justifie.

61. Une étude menée par le Secrétariat du Codex a montré que la durée moyenne globale des travaux du Codex était de 4,2 ans et que celle des projets en matière de sécurité sanitaire des aliments était de 3,5 ans.³ Le délai maximal de cinq ans n'a pas été appliqué et n'est pas réaliste pour les comités qui ne se réunissent que tous les deux ans.

62. Les projets qui dépassent ce délai maximal de cinq ans sont rares, et les motifs de retard sont divers. Plutôt que de fixer un délai strict, il serait préférable de disposer d'une procédure de gestion efficace pouvant résoudre les difficultés qui freinent l'avancement d'un projet donné, avant que les retards ne deviennent excessifs. L'examen critique n'a pas jusqu'à présent influé de manière significative sur la rapidité du processus d'élaboration des normes.

Recommandation 27 : Le Codex devrait revoir ses principes et procédures pour l'attribution du statut d'observateur comme il est demandé dans le Manuel de procédure et :

a) devrait envisager d'appliquer des critères plus stricts afin que les observateurs soient vraiment internationaux. De nouvelles règles devraient être appliquées aux observateurs existants ainsi qu'aux futurs « candidats » et les pouvoirs des observateurs du Codex devraient être approuvés individuellement par le Conseil d'administration ;

b) les observateurs devraient être représentés au Conseil d'administration et au Comité de gestion des normes (s'ils sont établis).

63. La procédure de candidature au statut d'observateur a déjà fait l'objet de commentaires en lien avec la proposition 3 relative au Conseil d'administration. Des critères plus stricts ont été mis au point mais il est difficile de dire s'ils ont permis d'accroître la représentativité des observateurs.

64. De nombreux observateurs sont inactifs. Certains d'entre eux n'ont peut-être plus réellement l'occasion de formuler des observations sur des travaux depuis plusieurs années tandis que d'autres, qui ne souhaitent peut-être plus participer aux travaux du Codex, maintiennent le lien dans le seul but d'accroître leur visibilité. Le Secrétariat du Codex devrait réexaminer la participation des observateurs à la lumière des orientations fournies dans le Manuel de procédure, en fonction des ressources disponibles.

65. La participation régulière d'observateurs au Conseil d'administration n'est pas recommandée ; en effet, compte tenu de la diversité des observateurs, plusieurs délégués devraient être invités. Il pourrait être envisagé de convier des observateurs au cas par cas pour traiter de certaines questions techniques spécifiques.

2.4 Structure des organes subsidiaires du Codex

Recommandation 16 : Le Codex devrait procéder à un examen, qui comportera une étude détaillée par des consultants des travaux des comités s'occupant de questions générales et des comités s'occupant de produits le plus rapidement possible, et par la suite à intervalles réguliers, aux fins de rationalisation le cas échéant. L'examen devrait porter en particulier sur les points suivants :

- les mandats des comités en place aux fins de rationalisation ;
- toute redistribution nécessaire des tâches et des responsabilités entre les comités ;
- la nécessité de fractionner certains comités.

En outre :

- a) les travaux sur les produits devraient être réalisés par des groupes spéciaux à durée limitée ;
- b) aucun nouveau comité ne devrait être créé, même dans un domaine de travail horizontal, tant que les possibilités de progrès et la nécessité de travail permanent n'auront pas été confirmées par un groupe spécial ;
- c) le traitement des questions relatives à la santé devrait être réduit au minimum essentiel dans les comités de produits et, si possible, s'effectuer par l'intermédiaire d'un groupe spécial avec le comité horizontal pertinent.

³ [CX/EXEC 09/63/8](#)

66. Toutes les recommandations issues de l'examen des comités du Codex (réalisé en 2005) n'ont pas été mises en œuvre, en particulier celles relatives aux comités s'occupant de produits. Les travaux du Codex sur les produits n'ont pas fait l'objet d'une réorganisation majeure.

67. Un nouveau Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) a été créé en 2012.

68. Un certain nombre de comités s'occupant de produits, par exemple le CCNMW, le CCCP et le CCMMP, ont été ajournés *sine die*.

69. Les comités s'occupant de produits sont généralement ajournés lorsqu'ils ont terminé leurs travaux. Ils peuvent être réactivés pour répondre à des demandes spécifiques, comme le CCMMP et le CCS.

70. Les travaux des comités s'occupant de produits se concentrent essentiellement sur les dispositions des normes relatives à la qualité. Les dispositions des normes de produits relatives à la sécurité sanitaire font référence à des textes élaborés par les comités s'occupant de questions générales, par exemple le CCFH, le CCPR, le CCRVDF ou le CCFA. Les travaux des comités s'occupant de produits portent désormais généralement sur des groupes de produits, plutôt que sur des produits isolés.

71. Un certain nombre de groupes spéciaux ont été créés puis dissous après avoir achevé leurs travaux avec succès.

72. Le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et les contaminants (CCFAC) a été divisé en CCFA et CCCF ; le CCMH a été ajourné *sine die* et certaines de ses tâches ont été réattribuées au CCFH.

2.5 Efficacité des travaux des comités

Recommandation 21 : Bien que le Codex soit très efficace pour produire et approuver les rapports des réunions plénières avant la fin des sessions, il faudrait encourager la rédaction de rapports centrés sur l'action qui mettent l'accent sur les décisions et non pas sur la discussion. Ces rapports facilitent la concentration sur les tâches et font gagner du temps qui sera employé plus utilement que pour la rédaction d'un rapport.

73. Le principal objectif des rapports des réunions, en particulier celles des organes subsidiaires, est d'informer le Comité exécutif et la Commission des résultats des travaux menés. Ces rapports fournissent aussi aux pays membres, qu'ils aient ou non participé à la réunion, et au Secrétariat des informations essentielles sur les décisions adoptées et les mesures de suivi à mettre en œuvre.

74. Le Secrétariat s'efforce de produire des rapports axés sur les résultats comportant des conclusions claires. L'enregistrement audio des réunions de la Commission et du Comité exécutif a été mis en place pour satisfaire le besoin des membres de disposer du contenu détaillé des discussions.

75. Le Manuel de procédure et les décisions de la Commission fournissent des orientations sur les rapports des réunions.

Recommandation 23 : La procédure actuelle en huit étapes devrait être simplifiée et ramenée à une procédure en cinq étapes pour toutes les normes. À l'étape 5, la Commission ne devrait pas amender la norme mais devrait :

- adopter la norme ; ou
- renvoyer la norme au Comité pour que celui-ci étudie certains changements ; ou
- supprimer ou suspendre les travaux sur la norme.

76. La Commission adopte la majorité des normes à l'étape 5/8, en omettant les étapes 6 et 7. Cela tient peut-être en partie au recours de plus en plus fréquent aux groupes de travail, qui donnent aux membres la possibilité de faire de nombreux commentaires, réduisant ainsi le besoin de procéder à un second cycle d'observations et de discussions. Le succès des groupes de travail a toutefois entraîné leur prolifération et alourdi la charge de travail des membres, de la FAO, de l'OMS et du Secrétariat du Codex, qui pourrait faire l'objet d'une évaluation plus approfondie.

77. La procédure accélérée est rarement utilisée, et lorsqu'elle l'a été, n'a pas toujours eu pour effet d'accélérer le processus d'élaboration des normes.

78. La possibilité de maintenir une norme à l'étape 8 n'est pas mentionnée dans la recommandation/les propositions.

Recommandation 24 : Chaque fois que possible, les décisions devront être prises par consensus. Le Codex devra définir le terme consensus à des fins de prise de décisions au sein des comités et de la Commission. Nous proposons « aucune objection formelle de la part de plus d'un membre présent à la réunion » ; et

- a) les comités devraient, en règle générale, obtenir un consensus avant de transmettre les normes à la Commission pour adoption ;
- b) les facilitateurs qui travaillent entre les réunions devraient aider à la formation d'un consensus et être utilisés systématiquement pour aider à sortir des impasses à tous les stades du processus d'établissement des normes ;
- c) dans les cas de « quasi-consensus », les projets de normes devraient être transmis par les comités à la Commission pour examen. Il faudrait envisager un système de vote par correspondance à caractère consultatif comme moyen d'assurer la participation du plus grand nombre et la légitimité ;
- d) s'il est impossible d'obtenir mieux qu'un « quasi-consensus » au sein de la Commission, on aura recours au vote mais il faudra une majorité des deux tiers au moins des votants pour qu'une norme soit adoptée.

79. Le Codex n'a jamais défini le terme « consensus » afin de ne pas contraindre le processus de recherche du consensus mené par le président.

80. Le Codex n'a pas non plus transformé les modalités actuelles d'adoption des normes par vote à la majorité simple en vote à la majorité qualifiée, par crainte que cela ne multiplie la fréquence des votes.

81. Au cours des dix dernières années, le Codex a eu recours au vote deux fois pour adopter une norme, et dans l'un de ces cas, la décision a été prise à l'issue d'un seul tour.

82. Ce résultat a divisé la Commission et a eu des effets négatifs sur les travaux du Codex dans d'autres domaines.

Recommandation 26 : Il faudrait encourager les comités à nommer des coprésidents de statut similaire, dont l'un serait ressortissant d'un pays en développement. Les pays hôtes devraient également tenir leurs réunions dans le pays du coprésident.

Recommandation 28 : Il faudrait élaborer des critères bien précis à respecter pour devenir pays hôte, qui comprendraient aussi des exigences en matière de ressources. Il faudrait demander aux pays hôtes de s'engager à fournir un minimum de soutien, y compris :

- entre les travaux des sessions ;
- pour les réunions qui se tiennent dans le pays du coprésident.

L'accueil partagé des comités pourrait être étudié par les pays hôtes comme une option pour répondre au renforcement des exigences.

83. L'accueil conjoint s'est révélé particulièrement efficace pour sensibiliser les pays et accroître leur engagement au plus haut niveau.

84. Ce processus ne se traduit généralement pas par un partage des coûts, et l'intérêt persistant des pays hôtes pour la formule de l'accueil conjoint démontre leur volonté de promouvoir les travaux du Codex et de renforcer l'engagement des pays émergents.

85. L'établissement de critères pour devenir pays hôte ne semble pas nécessaire puisque le changement de pays hôte est rare, notamment en raison des incidences financières importantes.

86. Cela étant, la répartition actuelle des pays hôtes n'est pas équitable et l'accueil conjoint ne peut apporter qu'une solution partielle à ce problème.

87. Le Secrétariat du Codex et les précédents pays hôtes ont apporté leur aide aux nouveaux pays hôtes lorsque c'était nécessaire.

88. La pratique de la coprésidence a souvent accompagné celle de l'accueil conjoint et a permis d'accroître la diffusion des travaux du Codex parmi les pays en développement.

89. La question de la généralisation de la coprésidence pourrait être examinée. Cette pratique a été utilisée pour faciliter la transmission des responsabilités de certains pays hôtes à d'autres pays (par exemple, la Chine a coprésidé le CCFAC avant de se voir confier l'accueil du CCFA et du CCPR).

Recommandation 20 : Le Codex ne devrait plus mettre l'accent sur la rédaction des normes durant les réunions, mais devrait plutôt privilégier l'élaboration des normes en recourant à des consultations entre les réunions. Il faudrait avoir davantage recours aux consultants/facilitateurs afin de faire avancer les travaux entre les sessions des comités, le coût étant à la charge des pays hôtes. Outre l'accélération du travail, on assurera une plus grande participation avec des consultations intensives, y compris le cas échéant l'organisation d'ateliers locaux et :

- les observations écrites seront entièrement prises en compte ;
- lorsque l'on fera appel à des groupes de travail entre les sessions, ils devront être électroniques, car les réunions de type traditionnel ne garantissent pas la pleine participation ;
- on s'appuiera davantage sur des ONG expertes pour l'élaboration des normes préliminaires.

90. L'expérience conduite avec les groupes de travail physiques et électroniques a été globalement positive.

91. La tendance actuelle consiste à réduire le nombre de réunions des groupes de travail physiques entre les sessions afin de réduire les incidences financières pour les membres.

92. L'impact des groupes de travail et la charge de travail que ces groupes font peser sur les membres, la FAO/l'OMS et le Secrétariat du Codex pourraient faire l'objet d'une évaluation ultérieure.

93. Des plateformes électroniques et d'autres outils pourraient accroître l'efficacité des groupes de travail électroniques à l'avenir.

94. Un nombre croissant de pays émergents dirigent des groupes de travail et pourraient tirer profit d'une approche de type mentorat.

Recommandation 19 : Le Codex doit continuer de s'efforcer de séparer nettement les fonctions de gestion des risques et celles d'évaluation des risques, afin d'assurer la transparence, l'utilité des avis scientifiques et la rapidité de la prise de décisions.

95. Les principes pour l'analyse des risques appliqués par le Codex et ses comités soulignent la séparation des fonctions d'évaluation des risques et de gestion des risques tout en insistant sur la nécessité d'une communication claire.

96. Des financements adéquats devraient être alloués aux organes chargés de l'évaluation des risques pour garantir la fourniture, en temps utile, d'avis au Codex et éviter tout retard.

97. Un processus d'échange de bonnes pratiques entre comités, qui a donné lieu à quelques améliorations, est actuellement en cours. Cela étant, il semble qu'il subsiste des différences dans l'application des principes pour l'analyse des risques par les différents comités.

98. L'examen, conduit par le CCGP, des procédures appliquées par les différents comités devrait apporter des informations complémentaires sur la situation. En outre, la FAO et l'OMS souhaiteront peut-être examiner la manière dont les différents comités utilisent les cadres d'analyse des risques dans la pratique et définir des pistes d'amélioration.

2.6 Aucune suite recommandée à ce stade

Recommandation 6 : Le Codex, avec l'appui des avis d'experts indépendants de la FAO/l'OMS, devrait intensifier ses efforts pour élaborer des directives sur la détermination de niveaux appropriés de protection que les évaluateurs des risques pourraient utiliser pour donner des avis scientifiques aux comités et pour réduire les possibilités de différends au sein de l'OMC.

99. Il convient de noter qu'une définition du terme « niveau approprié de protection » (ALOP en anglais), inspirée de la définition de l'Accord SPS de l'OMC, figure dans un certain nombre de textes du Codex, tels que les *Directives du Codex sur les systèmes de contrôle des importations alimentaires* (CAC/GL 47-2003), les *Directives régissant l'appréciation de l'équivalence des mesures sanitaires associées aux systèmes d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CAC/GL 53-2003) et les *Lignes directrices pour l'analyse des risques liés à la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire* (CAC/GL 77-2011).

Recommandation 8 : Le Codex et l'OIE devraient intensifier leur collaboration afin de réduire le plus possible les chevauchements et éviter les lacunes dans l'établissement des normes :

- a) le Codex et l'OIE devraient dans un avenir proche définir des limites à leurs travaux et des modalités spécifiques de collaboration et les entériner officiellement dans un mémorandum d'accord ;
- b) lorsque des travaux ont un intérêt pour les deux organisations, ils devraient être réalisés par des équipes spéciales conjointes.

La collaboration étroite et continue entre le Codex et la CIPV devrait aussi être maintenue.

100. La coopération avec l'OIE est en permanence renforcée par des échanges entre secrétariats et la participation aux réunions. Des orientations récemment élaborées par le CCGP ont été approuvées.

101. Une proposition visant à formaliser une procédure d'élaboration de normes conjointes Codex/OIE a été débattue mais n'a pas emporté l'adhésion des membres du Codex.

102. Des protocoles d'accord ont été mis au point/révisés par la FAO et l'OMS pour encadrer leur coopération avec l'OIE. Des réunions tripartites sont également régulièrement organisées pour traiter de questions d'intérêt stratégique communes aux trois organisations.

103. La coopération avec la CIPV est pour le moment limitée à un certain nombre de sujets, par exemple la certification électronique, et s'attache également à faciliter la communication entre membres des différentes organisations (élaboration conjointe d'outils et de systèmes).

Recommandation 14 : Le Secrétariat obtiendrait plus facilement l'image d'indépendance, le prestige et l'autorité dont il a besoin s'il constituait une unité distincte de la FAO plutôt qu'en demeurant au sein de la Division de la nutrition. Le Secrétariat continuerait à faire rapport à la FAO et à l'OMS mais dans l'optique de donner une plus grande indépendance au Codex, le Secrétaire serait nommé en consultation avec le Codex.

104. Appartenant précédemment à la Division de la nutrition et de la protection des consommateurs de la FAO, l'unité Codex (son Secrétariat) est à présent située dans les bureaux du Sous-directeur général du Département de l'agriculture et de la protection des consommateurs de la FAO. Le Secrétariat du Codex participe, au même titre que les autres chefs d'unités et directeurs de divisions, aux réunions de direction du Département. D'autres secrétariats, tels celui de la CIPV, ont été déplacés dans le même contexte, ce qui a créé des synergies.

105. Cependant, si l'intégration à une grosse organisation telle que la FAO présente des avantages dans de nombreux domaines, certaines règles administratives sont peut-être moins pertinentes pour le Codex que pour d'autres unités, en raison de la nature spécifique de ses travaux. Ce point pourrait faire l'objet d'un examen plus approfondi. La décision concernant le rattachement institutionnel du Secrétariat du Codex au sein de la FAO devrait revenir à sa Direction générale, à condition que ce rattachement contribue à favoriser, et non entraver, la capacité du Secrétariat du Codex à proposer et à mettre en œuvre son programme de travail et son budget.

106. L'usage évoqué dans la *Réaction de la direction de la FAO* « qui veut que toutes les descriptions de poste et la sélection du personnel du Secrétariat relèvent des attributions conjointes de la FAO et de l'OMS » doit être respecté pour le recrutement de tous les membres du Secrétariat.

107. La Commission n'est pas consultée pour la nomination des membres du Secrétariat et cela ne semble pas nécessaire. La Commission et le Comité exécutif sont informés chaque année de la situation des effectifs.

Recommandation 17 : Le Codex devrait procéder à l'examen du mandat et des travaux des comités régionaux dans les deux années qui viennent.

108. Un examen formel du mandat et du rôle des comités régionaux a été effectué.

109. Les questions relatives aux travaux (par exemple, l'élaboration de normes régionales), à l'efficacité et à la répartition géographique de ces comités restent en suspens.

110. Le Secrétariat a récemment lancé avec la FAO et l'OMS une initiative conjointe destinée à revitaliser les comités de coordination régionaux, afin d'accroître leur contribution aux activités du Codex, de la FAO et de l'OMS et de satisfaire les besoins des professionnels de la sécurité sanitaire des aliments dans les régions, optimisant ainsi la quantité considérable de ressources et de temps consacrée aux activités de ces comités.

111. Un examen plus approfondi des comités de coordination régionaux reste peut-être nécessaire, mais il n'est pas recommandé dans l'immédiat, car il pourrait bénéficier des discussions et des résultats du processus de revitalisation.

Recommandation 22 : Afin d'améliorer l'efficacité des présidents des comités et d'assurer une plus grande cohérence entre eux, il faudrait élaborer des critères précis pour le choix des présidents et ces choix devront être confirmés par le Conseil d'administration. On mettra davantage l'accent sur la formation et l'évaluation des présidents et on reconnaîtra le rôle explicite du Secrétariat du Codex dans l'appui au président.

112. Des critères pour la désignation des présidents figurent dans le Manuel de procédure. Les activités organisées par le Secrétariat ainsi que les réunions informelles des présidents ont permis aux présidents des comités du Codex de discuter de questions d'intérêt commun, par exemple la manière de faciliter la réalisation du consensus.

113. Ces activités devraient se poursuivre avec l'appui des présidents des comités du Codex et celui des gouvernements hôtes.

114. La responsabilité de la désignation des présidents revient aux gouvernements hôtes.

Recommandation 25 : Il faudrait encourager les groupes de pays ayant des intérêts communs à coordonner leurs positions et à les présenter comme positions du groupe aux réunions des comités.

115. À sa 25^e session, le CCGP a confirmé que les comités de coordination avaient toute liberté d'adopter des positions régionales, mais la manière dont ces positions devraient être considérées par les autres organes reste floue.⁴

116. Les points de vue et les besoins du plus grand nombre possible de pays devraient être portés à l'attention des comités du Codex ou de la Commission, mais les pays qui ne peuvent participer aux réunions ont toujours la possibilité de faire entendre leur voix en envoyant des observations écrites. La définition de positions figées par un groupe de pays pourrait entraîner la constitution de blocs et réduire la place accordée à la négociation et à la recherche du consensus.

117. Les membres ont coopéré avec succès pour élaborer des propositions et des documents conjoints ou pour travailler ensemble au sein de groupes de travail, ce qui semble plus approprié que d'établir des positions communes.

Recommandation 29 : Il faudrait en priorité consacrer des ressources à l'amélioration du site web du Codex.

118. Le site web du Codex est amélioré en permanence et devient plus interactif.

Recommandation 30 : La FAO et le Codex devraient étudier les possibilités d'établir une base de données des normes nationales ayant une importance pour le commerce, y compris leur application et les méthodes d'analyse.

119. Des bases de données en ligne ont été créées pour les additifs alimentaires, les résidus de pesticides et les résidus de médicaments vétérinaires. Des travaux complémentaires pourraient être entamés sur les contaminants et les méthodes d'analyse.

120. La FAO continue de promouvoir la mise à jour et l'utilisation régulières de sa « Plate-forme Modifications génétiques », et de faire rapport à la Commission sur ce sujet. Aucune mesure n'est actuellement requise.

3. PROPOSITIONS

121. Comme indiqué par la Commission à sa 32^e session (en 2009), la plupart des propositions visant à appliquer les recommandations de l'Évaluation de 2002 ont été mises en œuvre. Cependant, l'examen des résultats de cette mise en œuvre révèle que la gestion du Codex pourrait encore être améliorée dans plusieurs domaines. Des propositions sont formulées à cette fin dans les sous-sections suivantes. Il s'agit pour certaines de propositions concrètes pouvant être mises en œuvre rapidement si elles sont approuvées ; d'autres nécessitent une évaluation plus précise, une meilleure définition des différentes options et des débats approfondis.

3.1 Mandat et priorités

3.1.1 Étudier la proportion des ressources du Codex utilisées pour mener des travaux liés à la santé par rapport à celles utilisées pour d'autres travaux

122. Les ressources du Codex utilisées pour mener des travaux liés à la santé représentent probablement bien plus de la moitié de l'ensemble des ressources employées, mais cela n'a jamais été formellement vérifié. Le Secrétariat du Codex pourrait étudier cette question plus en détail.

⁴ ALINORM 09/32/33, par. 103.

3.1.2 Évaluer l'utilisation des normes Codex et leur incidence sur la protection de la santé des consommateurs et la loyauté des pratiques dans le commerce alimentaire

123. Afin de déterminer quelles sont les questions stratégiques que le Codex aurait intérêt à traiter, il peut être nécessaire de savoir si les normes Codex sont utilisées et par qui (pays, secteur privé, accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux, etc.). Si elles sont utilisées, il conviendrait également d'établir quelle est l'incidence des travaux actuels du Codex et ce qui y contribue le plus : les normes élaborées ou le processus d'élaboration de ces normes et l'apprentissage conjoint et la construction de réseaux internationaux qui en résultent.

124. L'appropriation des normes Codex par les gouvernements et d'autres parties est également liée aux mécanismes institutionnels ou législatifs dont ils disposent pour faire le lien entre les normes Codex et les textes applicables. Elle est également liée à la capacité des membres à mettre en œuvre les normes. L'élaboration d'une stratégie de communication pour le Codex, actuellement en cours, pourrait être utile dans le cadre de cette évaluation.

125. La portée de ces travaux pourrait également être restreinte pour se concentrer sur l'incidence des normes de produit et de leur plan de présentation.

3.1.3 Élaborer des mécanismes efficaces pour identifier les enjeux émergents et les intégrer de manière stratégique au programme de travail

126. Cette proposition s'inscrirait dans le Plan stratégique du Codex pour 2014-2019 (objectif stratégique n° 1). Elle répondrait aussi, plus généralement, à certains des enjeux explicitement mentionnés dans l'Évaluation de 2002, notamment la nécessité d'accentuer les travaux du Codex portant sur les questions liées à la nutrition, les matériaux d'emballage et les agents de transformation. L'établissement d'un plan stratégique biennal pour l'élaboration des normes, proposé mais jamais mis en œuvre, est également lié à cette proposition (cf. recommandation 11).

127. Le Codex est une organisation dont le fonctionnement repose sur les initiatives de ses membres ; cependant, il pourrait être utile de disposer davantage d'orientations stratégiques reposant sur des stratégies et politiques internationales, qui pourraient être élaborées par la FAO et l'OMS (comme cela s'est produit pour la Stratégie mondiale pour l'alimentation, l'exercice physique et la santé et comme cela devrait se produire pour le suivi de la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition). Cette question est également abordée au point 3.2.

128. Les résultats de l'évaluation prévue dans la Proposition 3.1.2 devraient idéalement être pris en compte lors de l'élaboration de ces mécanismes.

3.2 Gestion du programme du Codex et liens avec la FAO/l'OMS

3.2.1 Déterminer quelles procédures pourraient être utilisées pour que la Commission du Codex Alimentarius transmette des observations adéquates aux organes directeurs de la FAO/l'OMS et que la FAO/l'OMS apportent de façon optimale au Codex des conseils/orientations/observations en matière de stratégie et de politique générale

129. La Commission (par l'intermédiaire du Secrétariat) devrait rendre compte de ses travaux auprès des organes directeurs de la FAO/l'OMS par le biais de mécanismes adéquats et devrait également recevoir des contributions à ses travaux tout en conservant un degré d'autonomie approprié. Cela permettrait d'améliorer la visibilité du Codex et de favoriser une meilleure coopération entre les délégations nationales auprès du Codex et les délégations nationales auprès des organes directeurs de la FAO/l'OMS. Par ailleurs, le rôle de la FAO/l'OMS dans l'orientation stratégique du Codex devrait être clarifié.

3.2.2 Élaborer une procédure de planification budgétaire du Codex claire et transparente permettant au Secrétariat de continuer à organiser et à tenir les réunions du Codex requises et à la FAO/l'OMS d'apporter un financement suffisant et justifié

130. Le budget du Codex contient des postes fixes qui peuvent et devraient être planifiés plusieurs années à l'avance (par exemple, les frais de fonctionnement de la Commission, du Comité exécutif et des comités de coordination, les principaux frais de déplacement et dépenses de personnel). Par ailleurs, il y a aussi le coût des projets de secrétariat, tels que les publications, la promotion, l'information du public, l'assistance apportée aux services centraux de liaison avec le Codex, la communication et les systèmes, ainsi que des projets spéciaux ad hoc tels que l'évaluation du Codex et la numérisation des archives.

131. Le budget du Codex pourrait être lié de manière dynamique au Plan stratégique et donner lieu à des comptes rendus annuels et des demandes d'allocation de fonds tous les deux ans. Le Plan stratégique pourrait être aligné sur la planification stratégique et les exercices budgétaires de la FAO et de l'OMS.

3.2.3 Déterminer quelles sont les meilleures modalités pour intégrer les contributions de la FAO et de l'OMS aux travaux du Codex à différents niveaux (Commission, comités et groupes de travail)

132. Il pourrait être pertinent d'examiner les mesures à prendre pour que la FAO et l'OMS puissent apporter leur assistance aux réunions du Codex de la manière la plus efficace possible et de déterminer s'il convient d'inclure cette assistance dans le budget du Codex à des fins de transparence.

3.2.4 Étudier la procédure d'examen des demandes d'admission au statut d'observateur

133. Actuellement, il se passe au moins six mois avant que les observateurs recommandés par le Comité exécutif soient accrédités par le Directeur général de la FAO et le Directeur général de l'OMS bien que les demandes aient généralement déjà été sélectionnées par les Bureaux juridiques avant d'être soumises au Comité exécutif. Comme indiqué dans la Proposition 3.3, il a déjà été proposé que cette procédure relève exclusivement de la responsabilité du Secrétariat du Codex, en coopération avec les Bureaux juridiques de la FAO et de l'OMS, mais la procédure à suivre après obtention du visa des Bureaux juridiques devrait par ailleurs être réexaminée afin que la plupart des demandes soient traitées dans un délai maximal de six mois, du premier contact à la décision finale.

3.3 Gouvernance stratégique au sein du Codex – « Conseil d'administration »

3.3.1 Envisager de remplacer le Comité exécutif par un Conseil d'administration du Codex (CX-EB)

134. Le Secrétariat du Codex estime que les observations suivantes constituent des arguments en faveur du remplacement du Comité exécutif par un CX-EB plus restreint :

- i) Il est essentiel que la Commission reçoive l'appui stratégique d'un organe plus restreint agissant dans l'intérêt de la Commission dans son ensemble. Cet organe n'aurait pas à prendre de décisions au nom de la Commission (si celle-ci continue à se réunir tous les ans) mais préparerait des projets de stratégie, gèrerait le processus de normalisation, examinerait les situations de blocage et recommanderait à la Commission des mesures et voies à suivre pour les résoudre, et il pourrait examiner des questions financières et budgétaires. Le CX-EB devrait fonctionner de manière transparente et communiquer pleinement avec les membres et les autres organes subsidiaires du Codex pour obtenir toutes les informations pertinentes.
- ii) Le Comité exécutif actuel ne s'est pas montré pleinement capable d'exécuter de manière satisfaisante les fonctions décrites au point i) ci-dessus. Il semble que cela tienne à sa structure et à son mode de fonctionnement, qui reproduisent ceux de la Commission au lieu de créer un mécanisme innovant capable de conduire à la formulation de conseils stratégiques.
- iii) L'Évaluation de 2002 a eu raison, sur le principe, de proposer la mise en place d'un organe stratégique plus restreint qu'un comité. Cependant, il est probable que les membres du Codex aient trouvé cette recommandation trop radicale à l'époque. Elle mérite donc d'être réexaminée aujourd'hui, en particulier au vu de l'expérience acquise par le biais des sessions annuelles de la Commission et de l'application concrète de l'Examen critique.
- iv) À la suite de l'Évaluation de 2002, le CCGP a tenté de remédier à certains problèmes qui se posaient au sein du Comité exécutif élargi. Cependant, même si de nouvelles règles visant à clarifier les rôles respectifs des membres et des coordonnateurs ont été rédigées, la confusion persiste. Par ailleurs, les conseillers des membres élus sur une base géographique sont nommés à la discrétion du membre en question, par le biais d'une procédure non transparente, et leur rôle n'est pas clair non plus. La Commission a réglé en 2014 le problème des divergences d'interprétation de l'article V.1 (le Comité exécutif ne doit pas compter parmi ses membres plus d'un délégué de chaque pays), mais la question générale de la représentativité peut continuer à se poser dans le Comité exécutif élargi actuel.

3.3.2 Déterminer quelles pourraient être les composantes du mandat du Conseil d'administration du Codex

135. Le mandat du CX-EB pourrait être composé des points suivants :

- *gestion des normes/Examen critique* : le processus pourrait être maintenu tel quel et être supervisé par le CX-EB lui-même ;
- *questions stratégiques urgentes* : le CX-EB pourrait examiner les questions stratégiques urgentes et recommander des mesures à la Commission ;
- *plan pour l'élaboration des normes* : ce plan, déjà mentionné dans le Manuel de procédure, pourrait couvrir une période de six ans, comme le Plan stratégique du Codex. Il serait élaboré et mis à jour tous les deux ans, sur une base continue, par le CX-EB, en coopération avec les comités du Codex concernés et ferait le lien entre le Plan stratégique du Codex et l'Examen critique. Ce point est lié aux

résultats de l'évaluation prévue dans la Proposition 3.1.2 et au processus décrit dans la Proposition 3.1.3 ;

- *Plan stratégique du Codex* : ce plan pourrait couvrir trois périodes budgétaires. Comme le sous-comité du Comité exécutif le faisait jusqu'à présent, le CX-EB préparerait un projet de plan, qui ferait ensuite l'objet de différentes consultations avant d'être adopté par la Commission ;
- *planification budgétaire* : le CX-EB pourrait aider la Commission à mettre en œuvre une procédure de planification budgétaire plus efficace et transparente, comme indiqué dans la Proposition 3.2 ;
- *demandes d'admission au statut d'observateur* : le CX-EB ne devrait pas examiner les demandes d'admission au statut d'observateur. Cette procédure pourrait être prise en charge par les Bureaux juridiques de la FAO/l'OMS, en coopération avec le Secrétariat du Codex. La procédure suivie par la FAO et l'OMS pourrait être réexaminée pour veiller à ce que les demandes soient traitées dans des délais raisonnables (actuellement au moins six mois après la recommandation du Comité exécutif). La Commission sera invitée à formuler des observations sur les décisions prises.

3.3.3 *Élaborer et évaluer différentes propositions au sujet de la composition du CX-EB*

136. Le Conseil d'administration devrait être composé d'une équipe restreinte constituée de membres de différentes régions devant agir dans l'intérêt de la Commission dans son ensemble et non en fonction des positions de leur pays ou de leur région. Toutes les régions devraient être représentées, mais le nombre total de membres participant à une réunion du CX-EB, président inclus, devrait idéalement être inférieur à dix.

137. La composition du CX-EB pourrait, par exemple, correspondre à l'une des options suivantes (outre la présence institutionnelle du Secrétariat du Codex, de la FAO et de l'OMS) :

- a. un groupe élargi représentatif des régions constitué d'un président et de vice-présidents, auquel cas les membres du CX-EB pourraient être des individus et pourraient tous être nommés vice-présidents de la Commission (le nombre de sièges de vice-président augmenterait alors) ;
- b. un groupe représentatif des régions constitué de pays élus par la Commission, qui désigneraient chacun un représentant pour siéger à une réunion donnée du CX-EB (composition comparable à celle du Conseil de la FAO ou du Conseil exécutif de l'OMS).

138. Les modalités d'élection, la durée des mandats et les conditions de réélection, notamment, devraient alors être établies en tenant compte des nouveaux rôles au sein du CX-EB.

139. Le CX-EB serait assisté par le Secrétariat du Codex et recevrait des orientations de la FAO et de l'OMS.

140. Le président du CX-EB pourrait également être président de la Commission (comme dans la situation actuelle) ou ces deux fonctions pourraient être attribuées à des personnes différentes. Le président de la Commission pourrait continuer à être élu par la Commission, ou par le CX-EB. Ces deux options sont également envisageables pour le président du CX-EB, s'il ne s'agit pas de la même personne.

141. Les deux options présentent des avantages et des inconvénients, qu'il convient d'examiner plus en détail :

L'option a. résoudrait par ailleurs le problème de représentativité des régions qui se pose dans le groupe actuel, constitué d'un président et de trois vice-présidents, à cause duquel certaines régions n'ont pas été représentées au sein du Bureau depuis de nombreuses années. Le fait que chaque membre élu fasse également partie du Bureau de la Commission pourrait contribuer à garantir que tous les membres agissent, au sein du Conseil d'administration, dans l'intérêt de la Commission dans son ensemble.

L'option b. éviterait que des sièges du CX-EB restent vacants lorsque des membres ne sont pas disponibles, et qu'une nouvelle élection doive être organisée lorsque la personne concernée change de poste au sein de son gouvernement ou le quitte.

142. Le CX-EB pourrait avoir le droit d'inviter des personnes non membres, tels que les présidents de comités et les représentants d'observateurs, qui viendraient donner des conseils techniques.

3.3.4 *Élaborer un mode de fonctionnement du CX-EB*

143. Le calendrier des réunions du CX-EB devrait être simple et flexible afin que des réunions puissent être organisées aussi souvent que nécessaire et qu'un temps suffisant puisse être alloué aux débats. Les longs rapports, la traduction et l'interprétation devraient être évités autant que possible. Des réunions pourraient

être organisées juste avant et juste après les sessions de la Commission et une fois entre deux sessions de la Commission.

3.4 Structure des organes subsidiaires du Codex

3.4.1 Examiner les recommandations des Évaluations de 2002 et de 2005 concernant la structure des comités du Codex

144. Le présent document ne traite pas en détail cette question mais il semble que la façon dont le Codex fonctionne par le biais d'organes subsidiaires, en particulier de comités de produit, pourrait être améliorée et que certaines des propositions formulées à l'époque (par exemple, la création d'un super comité de produits qui coordonnerait tous les travaux concernant les produits) pourraient être réexaminées.

145. En 2013, pour la première fois depuis l'instauration, dans les années 1990, du Comité sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) et du Comité de coordination pour le Proche-Orient (CCNEA), la Commission a créé un nouveau comité (sur les épices et les herbes culinaires), allant ainsi directement à l'encontre de la recommandation 16 (qui préconise l'utilisation de groupes spéciaux à durée limitée). Tel était cependant le souhait des membres du Codex.

146. Les comités de produit pourraient être dissous une fois leurs tâches accomplies et, en cas de demandes spécifiques dans leur domaine de compétence, un groupe spécial ou un groupe de travail du super comité de produits, selon le cas, pourrait être créé.

147. Cette question est étroitement liée aux décisions prises au sujet de la gestion des normes du Codex et devrait être examinée à la lumière de ces décisions, en particulier celles concernant les travaux sur les normes de qualité.

3.5 Efficacité des travaux des comités

3.5.1 Examiner la façon dont les rapports du Codex sont élaborés et l'utilisation qui est faite des enregistrements audio existants

148. Les rapports devraient idéalement être courts et axés sur les résultats, ce qui réduirait les frais de traduction et ferait gagner du temps au Secrétariat du Codex. Cependant, il est possible que ce type de rapport ne réponde pas aux besoins des lecteurs souhaitant comprendre les débats en profondeur. Il pourrait être envisagé de compléter ces rapports courts et axés sur les résultats par un enregistrement audio de l'ensemble de la session.

149. Cette solution permettrait d'atteindre l'objectif de concision des rapports tout en donnant la possibilité aux membres et aux observateurs de revoir l'ensemble des débats chaque fois que nécessaire. Par ailleurs, ces enregistrements permettraient aux personnes n'ayant pas pu assister à la réunion d'avoir un meilleur aperçu des débats et pourraient être utiles à des fins de formation.

150. Cet examen devrait déterminer quels sont les besoins des membres, de la FAO et de l'OMS en ce qui concerne les rapports du Codex et comporter des recommandations en fonction des résultats obtenus.

151. Actuellement, le Secrétariat du Codex publie les enregistrements audio des sessions de la Commission et du Comité exécutif sur le site Internet du Codex. Il pourrait également être pertinent d'examiner l'utilisation qu'en font les visiteurs du site Internet. Dans le même temps, il conviendrait de déterminer si les enregistrements audio des sessions des comités du Codex présentent un intérêt et s'ils peuvent être considérés comme un complément aux rapports abrégés.

3.5.2 Simplifier la procédure actuelle en huit étapes pour la ramener à cinq étapes seulement

152. Il n'y a rien à perdre à simplifier la procédure actuelle. Les nouveaux travaux sont approuvés lors de l'étape 1 puis un avant-projet est élaboré à l'étape 2 avant d'être soumis à un premier cycle d'observations et de discussions lors des étapes 3 et 4. Si un remaniement est nécessaire, l'avant-projet est renvoyé à l'étape 2 et, si ce n'est pas le cas, la norme peut être soumise pour adoption.

153. Les procédures du Codex actuellement en vigueur sont complexes et difficiles à comprendre pour les personnes extérieures et les nouveaux participants. Une clarification de ces procédures pourrait simplifier et accélérer les discussions.

3.5.3 Continuer à rechercher le consensus et étudier dans quelle mesure un recours au vote pourrait aider le Codex en cas de blocage sans pour autant entraîner de divisions

154. Les décisions prises dans le cadre du Codex devraient, autant que possible, avoir fait l'objet d'un consensus, en employant pour cela tous les outils possibles, tels que l'intervention d'un facilitateur ou la

médiation. La notion de consensus n'est pas définie. Cependant, il est nécessaire de continuer à travailler avec le groupe des présidents des comités du Codex pour veiller à ce que les différents comités suivent des approches équivalentes, notamment en ce qui concerne les différents moyens utilisés pour parvenir au consensus, tout en accordant une certaine flexibilité aux présidents.

155. Le recours au vote pourrait être considéré comme faisant partie du processus démocratique du Codex plutôt que comme une source de divisions, comme c'est le cas actuellement. Comme le recommande l'Évaluation, il pourrait être basé sur une majorité des deux tiers et n'avoir lieu qu'au sein de la Commission. Cependant, il devrait être utilisé avec prudence, car le Codex vise à créer des biens publics mondiaux, qui n'ont d'utilité que s'ils recueillent l'adhésion massive des membres.

156. S'il est impossible de parvenir à un consensus, le Conseil d'administration pourrait recommander qu'un vote ait lieu au sein de la Commission, à la majorité qualifiée.

3.5.4 Étudier les moyens de parvenir à une distribution géographique plus équitable des pays présidant les comités sans entraver le processus de normalisation

157. Un système de rotation donnerait à un plus grand nombre de pays la possibilité d'accueillir et de présider un comité du Codex. Cependant, il faut des ressources et de l'expérience pour devenir un pays hôte efficace, assurer le bon fonctionnement du comité et alléger la charge de travail du Secrétariat du Codex. Fixer une limite stricte au nombre d'années ou de sessions pendant lesquelles un même pays peut accueillir et présider un comité donné pourrait ainsi être contre-productif si un nouveau pays hôte n'a pas, dans le même temps, reçu une formation et mobilisé les ressources nécessaires. En théorie, les pays hôtes sont désignés chaque année par la Commission mais, dans les faits, ils changent très peu. On pourrait envisager de fixer une période (par exemple, six ou huit ans) au bout de laquelle une rotation de la présidence du comité serait proposée, mais l'hôte actuel pourrait alors également se porter candidat pour continuer à accueillir les réunions de ce comité. La possibilité que deux pays accueillent ou président conjointement, de manière stable, un même comité pourrait être étudiée.

158. L'efficacité des orientations données aux pays hôtes sur la manière de choisir le président d'un comité ou d'un groupe spécial du Codex pourrait être examinée.

3.5.5 Examiner l'efficacité des groupes de travail

159. Les groupes de travail sont indubitablement un outil très utilisé par les comités du Codex ; plus de 50 groupes travaillent souvent en parallèle. Quelle est la charge de travail supportée par les pays en développement ainsi que par la FAO, l'OMS et le Secrétariat du Codex pour faire fonctionner les groupes de travail ? Est-il nécessaire de réexaminer les lignes directrices actuelles ?

3.5.6 Envisager d'examiner la façon dont différents comités utilisent, dans la pratique, les cadres d'analyse des risques et définir des pistes d'amélioration

160. Pour compléter le processus d'échange de bonnes pratiques entre comités actuellement en cours et l'examen, conduit par le CCGP, des procédures appliquées par les différents comités, la FAO et l'OMS souhaiteront peut-être examiner la manière dont les différents comités utilisent les cadres d'analyse des risques dans la pratique et définir des pistes d'amélioration.

4. SUGGESTIONS DE SUITES À DONNER

161. La thématique générale des enjeux et propositions mentionnés au sein de la section 3 peut être résumée sous la forme d'une question simple : « Le Codex établit-il les normes qui conviennent pour s'acquitter de son mandat (Proposition 3.1.2) et le fait-il de la façon la plus efficace qui soit (toutes les autres propositions) ? ».

162. La mise en œuvre de la Proposition 3.1.2 donnerait lieu à une évaluation externe au sujet de l'incidence du Codex et de l'utilisation qui est faite des normes Codex.

163. Les informations obtenues à la suite de cette évaluation constitueraient un levier stratégique pour l'avenir des travaux du Codex en général ou de ceux liés aux produits si la Commission décidait de restreindre la portée de l'évaluation à cette partie des travaux du Codex.

164. En ce qui concerne toutes les autres propositions mentionnées dans le tableau ci-dessous, une attribution des responsabilités a été suggérée, ainsi que la voie à suivre pour procéder à une évaluation plus précise en interne ou à une mise en œuvre immédiate.

165. Le coût prévu est élevé pour l'évaluation externe ; en ce qui concerne les autres propositions, il devrait être relativement faible et peut varier selon qu'il est fait appel ou non à des consultants venant apporter leur assistance. Les moyens humains que le Secrétariat du Codex, la FAO et l'OMS devraient

mettre à disposition ont également fait l'objet d'une estimation. Pour l'instant, ces propositions n'ont pas été classées en fonction de leur priorité, car ce classement devrait être effectué à la lumière des discussions menées au sein du CCGP et du Comité exécutif ainsi que des décisions prises par la Commission.

TABEAU 1 : Récapitulatif des propositions

| Proposition | Responsable | Suite recommandée | Coût externe | Ressources en personnel de la FAO/de l'OMS/du Codex |
|--|---|---|--------------|---|
| 3.1 Mandat et priorités | | | | |
| 3.1.1 Étudier la proportion des ressources du Codex utilisées pour mener des travaux liés à la santé par rapport à celles utilisées pour d'autres travaux | Secrétariat du Codex | Rapport à l'intention de la Commission | aucun | faibles |
| 3.1.2 Évaluer l'utilisation des normes Codex et leur incidence sur la protection de la santé des consommateurs et la loyauté des pratiques dans le commerce alimentaire | Bureaux d'évaluation de la FAO/de l'OMS, Secrétariat du Codex, FAO/OMS, membres | Élaborer un document de travail à l'intention de la Commission - Évaluation externe décidée par la Commission | élevé | élevées |
| 3.1.3 Élaborer des mécanismes efficaces pour identifier les enjeux émergents et les intégrer de manière stratégique au programme de travail | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, membres | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.2 Gestion du programme du Codex et liens avec la FAO/l'OMS | | | | |
| 3.2.1 Déterminer quelles procédures pourraient être utilisées pour que la Commission du Codex Alimentarius transmette des observations adéquates aux organes directeurs de la FAO/l'OMS et que la FAO/l'OMS apportent de façon optimale au Codex des conseils/orientations/observations en matière de stratégie et de politique générale | Secrétariat du Codex, FAO/OMS | La FAO/l'OMS poursuivent les consultations et informent la Commission des avancements | aucun | faibles |
| 3.2.2 Élaborer une procédure de planification budgétaire du Codex claire et transparente permettant au Secrétariat de continuer à organiser et à tenir les réunions du Codex requises et à la FAO/l'OMS d'apporter un financement | Secrétariat du Codex, FAO/OMS | La FAO/l'OMS poursuivent les consultations et informent la Commission des avancements | aucun | faibles |
| 3.2.3 Déterminer quelles sont les meilleures modalités pour intégrer les contributions de la FAO et de l'OMS aux travaux du Codex à différents niveaux (Commission, comités et groupes de travail) | Secrétariat du Codex, FAO/OMS | La FAO/l'OMS poursuivent les consultations et informent la Commission des avancements | aucun | faibles |
| 3.2.4 Étudier la procédure d'examen des demandes d'admission au statut d'observateur | Secrétariat du Codex, Bureaux juridiques de la FAO/l'OMS | Rapport à l'intention de la Commission | aucun | faibles |
| 3.3 Gouvernance stratégique au sein du Codex – « Conseil d'administration » | | | | |
| 3.3.1 Envisager de remplacer le Comité exécutif par un Conseil d'administration du Codex (CX-EB) | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, Bureaux juridiques | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | élevées |

| | | | | |
|--|---|---|--------|---------|
| 3.3.2 Déterminer quelles pourraient être les composantes du mandat du Conseil d'administration du Codex | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, Bureaux juridiques, consultant | Cf. 3.3.1 | | |
| 3.3.3 Élaborer et évaluer différentes propositions au sujet de la composition du CX-EB | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, Bureaux juridiques, consultant | Cf. 3.3.1 | | |
| 3.3.4 Élaborer un mode de fonctionnement du CX-EB | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, Bureaux juridiques, consultant | Cf. 3.3.1 | | |
| 3.4 Structure des organes subsidiaires du Codex | | | | |
| 3.4.1 Examiner les recommandations des Évaluations de 2002 et de 2005 concernant la structure des comités du Codex | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, membres, consultant | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.5 Efficacité des travaux des comités | | | | |
| 3.5.1 Examiner la façon dont les rapports du Codex sont élaborés et l'utilisation qui est faite des enregistrements audio existants | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, membres, consultant | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.5.2 Simplifier la procédure actuelle en huit étapes pour la ramener à cinq étapes seulement | Secrétariat du Codex, Bureaux juridiques | Préparer une proposition à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.5.3 Continuer à rechercher le consensus et étudier dans quelle mesure un recours au vote pourrait aider le Codex en cas de blocage sans pour autant entraîner de divisions | Secrétariat du Codex, Bureaux juridiques, consultant | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.5.4 Étudier les moyens de parvenir à une distribution géographique plus équitable des pays présidant les comités sans entraver le processus de normalisation | Secrétariat du Codex, FAO/OMS, membres, consultant | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.5.5 Examiner l'efficacité des groupes de travail | Secrétariat du Codex, FAO/OMS | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.5.6 Envisager d'examiner la façon dont différents comités utilisent, dans la pratique, les cadres d'analyse des risques et définir des pistes d'amélioration | Secrétariat du Codex, FAO/OMS | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |
| 3.5.7 Examiner la manière dont les différents comités utilisent les cadres d'analyse des risques dans la pratique et définir des pistes d'amélioration | Secrétariat du Codex, FAO/OMS | Document de travail à l'intention de la Commission | faible | faibles |

Status of Implementation of the 31 Recommendations related to Codex of the 2002 Joint FAO/WHO Evaluation

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (<u>ALINORM 03/25/3-Add.1</u>) | CAC 25 Decision (<u>ALINORM 03/25/5</u>) | CAC26 Decision (<u>ALINORM 03/41</u>) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|--|---|--|--|
| CODEX | | | | |
| <p>Recommendation 1: The scope of Codex should fully cover health-related aspects of food standards. It will, therefore, need (subject to availability of resources for Codex and expert scientific advice and prioritization on the basis of expert scientific advice as to the importance of alternative risks) to :</p> <ul style="list-style-type: none"> • strengthen work on foods for special dietary uses, health claims and nutrient addition; and • undertake new work on packaging materials; and on industrial processing agents and bioagents in foods. <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 1</u> FAO Management appreciates Recommendation 1, that Codex give high priority to food safety and health. Regarding health-related issues, it acknowledges the need to gradually increase work on the role of diet and nutrition in the prevention of chronic, non-communicable diseases. This work would be supported by FAO's ongoing programmes on good agricultural, manufacturing and veterinary practices within a food chain approach (para. 6).</p> <p><u>Recommendation 1</u> <u>Recommendation 2</u> <u>Recommendation 3</u> FAO Management accepts the priority accorded to the health and safety aspect, bearing in mind the expectation of members that international food trade issues also need to be given due consideration as required by the existing WTO agreements, particularly TBT. In this respect, it notes that certain aspects of Codex work on product descriptors and informational labelling would need to continue, and recommends that those aspects of trade that require international regulation but cannot be established by the trading partners alone should</p> | | | <p>The consolidation of GSFA and GSCTF as well as the use of a uniform format for commodity standards has contributed to concentrating responsibilities for food safety issues to selected general subject committees.</p> | <p>A new commodity committee (CCSCH) was established in 2013, instead of a Task Force or enlarging the mandate of an existing committee.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|---|---|---|---|
| be addressed by Codex (para. 7). | | | | |
| <p>Recommendation 2: It is recommended that Codex does not take on additional work in non-health related areas. (Primary Responsibility: Codex)</p> | | | | |
| See Rec. 1 above | | | | <p>Codex continued to pick up new commodity work including regional standards; CCSCH was established in 2013</p> <p>Since 2009, 25 new commodity standards have been adopted, including 11 regional standards developed by CCASIA (6), CCNEA (3) and CCLAC(2).</p> <p>The Critical Review process has been effective in checking if proposal for new work on commodity standards presented by regional Coordinating Committees were for products moving in global trade.</p> |
| <p>Recommendation 3: In determining its standard-setting work programme, Codex should prioritize as follows:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) standards having an impact on consumer health and safety; 2) commodity standards responding to the expressed needs of developing countries; 3) commodity standards responding to the expressed needs of developed countries; and 4) informational labelling relating to non-health and non-safety issues. <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 38: "Criteria for the establishment of work priorities" (ALINORM 03/26/11 Add.4, paras 53-54)</p> <p>j) Option 38.1 - Revision of the Criteria for the establishment of work priorities</p> <p>The Commission may wish to instruct the body responsible for implementing the procedural review to redraft the Criteria for the Establishment of Work Priorities to reflect the current priorities of the Commission. The revised criteria should provide explicit judgment tools for assessing work proposals against priorities.</p> <p>k) Option 38.2 - Inclusion of the priorities in the Procedures for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts</p> <p>The Commission may wish to instruct the body responsible for implementing the procedural review to include a statement reflecting its priorities in the introductory paragraphs of the Procedures for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts and delete the Criteria for the Establishment of Work Priorities from the Procedural Manual. Also in this case, the criteria should provide explicit judgment tools for assessing work proposals against priorities.</p> | | | | |
| See Rec. 1 above | <p><u>Recommendation 3</u></p> <p>CAC25 reasserted that the first priority in the development of Codex standards was the protection of consumers' health and food safety and noted that the other priorities would require further discussion in the future. (para. 15)</p> | <p><u>Proposal 38</u></p> <p>CAC26 requested CCGP to redraft the Criteria for Work Priorities to reflect the current priorities of the Commission and in a manner that would provide explicit judgment tools for assessing work proposals against priorities. (para. 182)</p> | | <p>Project documents for new work include an entire section on assessment of the proposal against the <i>Criteria for the establishment of work priorities</i>.</p> <p>In 2010, CAC33 adopted amendments to the <i>Criteria for the Establishment of Work Priorities</i> (addition of two additional criteria related to the amenability of the proposal to standardisation and to the global magnitude of the problem) and the <i>Guidelines on the application of the Criteria for the establishment of work priorities</i></p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (<u>ALINORM 03/25/3-Add.1</u>) | CAC 25 Decision (<u>ALINORM 03/25/5</u>) | CAC26 Decision (<u>ALINORM 03/41</u>) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|--|--|--|---|
| | | | | <i>applicable to commodities</i> for inclusion in the Procedural Manual. (<i>ALINORM 10/33/REP para. 11</i>) |
| <p>Recommendation 4: It is important that a comprehensive and clear mandate be developed for Codex and ratified by the FAO Conference and the World Health Assembly. The mandate should be quite simple, for example:</p> <p>"The formulation and revision of international standards for food, in collaboration with other appropriate international organizations, with priority to standards for the protection of consumer health while taking into full account the needs of developing countries."</p> <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> <p>This recommendation was dealt by the following:</p> <p>Proposal No. 24: "Amendment of the Codex Mandate" (ALINORM 03/26/11 Add.4, paras 9-10)</p> <p>c) Option 24.1 - Amendment of the mandate (Article 1 of the Statutes)</p> <p>The Commission may wish to invite the body responsible for implementing the procedural review to propose a revision of Article 1 of the Commission's Statutes with a view to submitting a formal proposal for consideration of the Governing Bodies of the parent organizations in 2005.</p> <p>d) Option 24.2 - Retention of the current mandate</p> <p>The Commission may wish to decide not to change the current mandate but to work within the priorities determined by the Strategic Framework and the Medium-Term Plan. Such a decision should not prejudice the possibility of taking the matter up at a future date.</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 4</u></p> <p>FAO Management shares the Evaluation's view that a comprehensive and clear mandate needs to be developed for Codex. It considers that this mandate should be developed by the Codex Alimentarius Commission and submitted to the Governing Bodies of FAO and WHO for decision. (<i>para. 3</i>)</p> | <p><u>Recommendation 4</u></p> <p>CAC25 agreed that the current mandate should be retained but that it might be discussed in the future. (<i>para. 14</i>)</p> | <p><u>Proposal No. 24</u></p> <p>CAC26 decided that the current Codex Mandate as expressed in Article 1 of the Statutes of the Commission, should be retained but that it might be discussed in the future. (<i>para. 170</i>)</p> | | |
| <p>Recommendation 5: FAO and WHO should define how formal recommendations of Codex for consideration by FAO and WHO Governing Bodies may be brought to their attention (for example in FAO through one of the Committees of the Council).</p> <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 5</u></p> <p>FAO Management notes that the decisions of the Commission, which is a joint body of FAO and WHO, are reported, as necessary, to the respective Governing Bodies of these organizations through their Directors-General - in the case of FAO, to the Conference. FAO Management is of the view that while this hierarchy of reporting does not necessarily need to be</p> | | | <p>Codex matters were discussed at FAO/WHO governing bodies only in the following instances since 2003.</p> <p>WHA56 (2003) - Report on the Codex Evaluation (Resolution WHA56.23 adopted)</p> <p>33rd FAO Conference (2005) - Amendments to Codex Statutes (Amendments approved)</p> <p>WHA59 (2006) – Amendments to Codex Statutes (Resolution WHA59.16 adopted).</p> | <p>Occasionally reports on Codex and food safety issues were presented at WHA and FAO Council.</p> <p>FAO COAG and Council (2014) – Concerns of the Commission regarding adequate and sustainable support to scientific advice to Codex and the importance of continued strengthening of developing country participation in Codex.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|---|---|---|--|
| <p>changed, ways of improving the efficiency and transparency of the process should be explored. In order to ensure that the implications for other FAO work related to food standards be appropriately addressed, the FAO Conference could decide that certain types of issues/recommendations contained in reports of Codex be regularly considered by appropriate specialized FAO Committees. (para.8)</p> | | | | |
| <p>Recommendation 6: Codex, supported by FAO/WHO independent expert advice, should intensify efforts to develop guidelines on determination of acceptable levels of protection (ALOP) for use by risk assessors in giving scientific advice to committees and to reduce the scope of disputes in the WTO.</p> <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 4: “Acceptable Level(s) of Protection” (ALINORM 03/26/11, para. 33)</p> <p>In view of the comments received, the Secretariat proposes that no action be taken at this time.</p> | | | | |
| | | <p><u>Proposal 4</u></p> <p>CAC26 decided to take no further action at this stage, with the understanding that the issue might be considered again in the future if required. (para. 153)</p> | <p>Although no attempts have been made to “define” ALOP within Codex, Codex has streamlined its risk analysis process by adopting general risk analysis principles and sector-specific documents.</p> | |
| <p>Recommendation 7: Codex should remain within FAO and WHO but should have more independence, authority and responsibility over priority setting and management of its work programme. FAO and WHO Governing Bodies should endorse the overall Codex programme of work and the budget on a biennial basis.</p> <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 7</u></p> <p>FAO Management also agrees that Codex should continue to be “housed within FAO and WHO” (para. 3)</p> | <p><u>Recommendation 7</u></p> <p>CAC25 agreed that it should have greater independence, within the overall structure of FAO and WHO, for proposing and executing its work programme and budget, once approved by the two parent organizations. (App.II, para. 7)</p> | | <p>In terms of priority setting Codex had always had responsibility for priority setting. The process was made more formal and transparent through the elaboration of the <i>Criteria for the Establishment of Work Priorities</i>.</p> <p>Since 2002, the Codex programme has become a separate programme entity within the FAO programme of Work and Budget. .</p> <p>The Codex Secretary was upgraded to D-1 and given is “Budget Holder” responsibility for the for the implementation of Codex</p> | <p>From 2013, the Codex Secretariat has been placed within the Office of the Assistant Director General, Agriculture and Consumer Protection Department, following the dissolution of the FAO Food and Consumer Protection Division.</p> <p>The head of the Codex Secretariat is administratively reporting directly to the ADG of FAO in charge of the Department of Agriculture and Consumer Protection.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|---|---|---|
| <p>Recommendation 8: Codex and OIE should intensify their collaboration to minimize overlaps and avoid gaps in standard setting with:</p> <p>a) delineation of work and specific modalities of collaboration should be defined by Codex and OIE within the near future and formalized in a memorandum of understanding;</p> <p>b) where work is in both Organizations' interest it should be pursued through joint task forces.</p> <p>Continued close collaboration between Codex and IPPC should also be maintained.</p> <p>(Primary Responsibility: Codex/OIE)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 37: "Relations with OIE" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 49)</p> <p>The Commission may wish to endorse the recommendation in principle, noting the on-going work on modalities of cooperation with other international intergovernmental standards-setting bodies.</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 8</u></p> <p>FAO Management agrees that Codex and OIE should intensify collaboration to minimize overlaps and avoid gaps in standard setting relating to food safety and animal health. (para. 9)</p> | | <p><u>Proposal No. 37</u></p> <p>CAC26 endorsed the recommendation of the Evaluation Team and Panel that Codex and OIE should intensify their collaboration to minimize overlaps and avoid gaps in standard setting, so as to ensure a farm-to-fork approach to the safety of foods of animal origin. (para. 181)</p> | <p><u>Proposal No. 37</u></p> <p>CAC28 adopted the <i>Guidelines for Cooperation with International Intergovernmental Organizations</i>.</p> <p>In accordance with and applying the above Guidelines, CAC28 endorsed the following recommendation related to the collaboration between Codex and OIE:</p> <ul style="list-style-type: none"> - OIE be encouraged to continue to participate actively in the standard-setting work of the Commission, namely through the work of relevant subsidiary bodies of the Commission; - OIE be invited to regularly submit, to relevant Codex subsidiary bodies, reports on its activities relevant to the work of these subsidiary bodies, while these subsidiary bodies continue to seek ways to improve cooperation with OIE in their respective area of work and inform CCEXEC of their decisions/recommendations accordingly; and - OIE be invited to submit a summary report to the regular sessions of the Commission on its activities of relevance to the work of the Commission, including the outcome of the OIE Working Group on Animal Production Food Safety. (ALINORM 05/28/41 paras 43-44 and 200-203) <p>The Codex Secretary participates as a member of the OIE Working Group on Animal Production Food Safety</p> | <p>CAC37 (2014) endorsed the guidance to promote collaboration between Codex and OIE as proposed by CCGP28. (REP14/CAC, para. 104)</p> <p>Both Codex Strategic Plans (2008-2013 and 2014-2019) includes goals aiming at promoting collaboration between Codex and relevant international organizations and include specific activities related to the cooperation and interactions with OIE and IPPC.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|--|--|-------------------------|
| | | | <p>(APFSWG) since its first meeting in 2002. APFSWG was established to coordinate animal production food safety activities of OIE and advise the OIE Director-General and the OIE Terrestrial Animals Code Commission ("Code Commission") on technical matters. The APFSWG has also a mandate to: consider all foodborne hazards arising from animal before slaughter; identify gaps and duplication in the OIE and Codex texts and ensure their harmonisation; and strengthen the collaboration between the OIE and Codex.</p> <p>The FAO/OIE and the WHO/OIE Cooperation Agreements, mentioning Codex, were both updated in 2004. According to FAO and WHO legal opinion an MOU between Codex and OIE was possible. The strengthened framework for collaboration among FAO, WHO and OIE (see comments) facilitates collaboration in the context of Codex work.</p> | |
| <p>Recommendation 9: The Executive Committee should be replaced with an Executive Board, meeting every six months, charged with strategic and managerial responsibility but without the authority to consider standards. The function of the board would be to improve speed and efficiency by assisting the Commission in strategic planning, budgeting and monitoring, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> • preparation of the work plan and budget and the medium-term plan; • make recommendations to improve management and working procedures in Codex, including its committees and task forces; and • monitor and take corrective action for the delivery of the programme of work. <p>(Primary Responsibility: Codex, FAO/WHO)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 7: "Strategic and Managerial Functions" (ALINORM 03/26/11 Add.2, paras 10-12)</p> <p>The Executive Committee/Board should make recommendations to the Commission in the following areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> • strategic planning over a period of 5-7 years; • medium-term planning over a period of 3 years; • monitoring the implementation of the strategic and medium-term plans. <p>As part of its function of monitoring and implementation, it should have the ability to make recommendations directly to Codex Committees concerning the organization of work.</p> <p>The Executive Committee/Board should also be consulted by the Secretariat in the preparation of its annual work plans.</p> <p>Proposal No. 8: "Budgetary, Planning and Programming Functions" (ALINORM 03/26/11 Add.2, paras 8-9)</p> <p>The Executive Committee/Board should be consulted by the Secretariat during the formulation of the biennial programmes of work and budgets to be presented to the Governing Bodies of FAO and WHO. Programming and budget proposals should include the budget(s) available for the provision of expert scientific advice to the Commission.</p> <p>The Executive Committee/Board, together with the Secretariat, should prepare annual work plans based on the biennial programme and the available budget, that will ensure the adequate delivery of the Commission's programme of work (including the need for scientific advice) and submit these to the Commission for approval.</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|--|---|-------------------------|
| <p>Proposal No. 9: “Executive Committee” (ALINORM 03/26/11 Add.2, paras 19-20)</p> <p>Option 9.1 – Retention of the Executive Committee as a Strategic Management Body</p> <p>The Executive Committee should be retained as described in Article 6 of the Statutes of the Codex Alimentarius Commission. The Executive Committee should assist the Commission in implementing its programme of work by:</p> <ul style="list-style-type: none"> • making recommendations on strategic and medium-term planning; • advising on budget and work plans; • monitoring the implementation of the strategic and medium-term plans; and • monitoring expenditures and the status of agreed work plans. <p>Option 9.2 – Retention of the Executive Committee as a Strategic and Standards Management Body</p> <p>As above, together with the responsibility for critical review of proposals to undertake work, and monitoring progress of standards development.</p> <p>Proposal No. 10: “Additional functions of the Executive Committee” (ALINORM 03/26/11 Add.2, paras 21-22)</p> <p>The Executive Committee should no longer have the power to establish Codex Committees and Task Forces under Rule IX.1.(b)(i) or to designate Host Governments for these Committees, as these functions have never been used. The Rules of Procedure should be amended accordingly.</p> <p>Except for its role as a standards management body the Executive Committee should not have the authority to consider standards and the Uniform Procedures for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts should be amended accordingly.</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 9</u></p> <p><u>Recommendation 10</u></p> <p>FAO Management agrees to the proposed replacement of the Codex Executive Committee by a Codex Executive Board (Rec. 9 and 10) charged with more strategic and managerial responsibilities. It agrees that the Executive Board should not have the authority to adopt standards. FAO Management agrees to the proposed composition of the Executive Board but suggests that the participation of observers would need to be addressed by the Commission. (para. 10)</p> | | <p><u>Proposal No. 7</u></p> <p><u>Proposal No. 8</u></p> <p>CAC26 decided that the Executive Committee should work together with the Secretariat for both activities. The need to consider the development of performance measures for both itself and the Executive Committee at a future session was noted. (para. 155).</p> <p><u>Proposal No. 9</u></p> <p>CAC26 decided to retain the Executive Committee as a Strategic and Standards Management Body, on the basis of the support expressed by majority of countries. (para. 156).</p> <p><u>Proposal No. 10</u></p> <p>CAC26 decided that the Rules of Procedure should be amended to remove the obsolete functions of the Executive Committee (para. 157).</p> | <p><u>Proposal No. 7</u></p> <p>CAC27 adopted the following texts developed by CCGP:</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Criteria for the appointment of Chairpersons</i> - <i>Guidelines to Host Governments of Codex Committees and ad hoc Intergovernmental Task Forces</i> - <i>Guidelines on the Conduct of Meetings of Codex Committees and ad hoc Intergovernmental Task Forces</i> - <i>Guidelines to Chairpersons of Codex Committees and ad hoc Intergovernmental Task Forces.</i> <p>CAC27 endorsed the decision of the CCEXEC53 to discontinue the elaboration of the Medium-Term Plan, with the understanding that its elements would be used as a basis for a list of programmes/activities to be incorporated into the new Strategic Plan 2008-2013. In the absence of a Medium-Term Plan, CAC27 agreed that CCEXEC would exercise its critical review functions, closely coordinate work between different Codex Committees and monitor the</p> | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|--|--|-------------------------|
| | | | <p>progress of standards development in accordance with the current Strategic Framework and the <i>Criteria for the Establishment of Work Priorities</i> (ALINORM 04/27/41 paras 10-14 and 120-123)</p> <p>CAC29 adopted the following texts:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Amendments to the <i>Procedures for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts</i> including the guide to the consideration of standards at Step 8; consideration of any statement relating to economic impact; and <i>Guide to the Procedure for the Revision and Amendment of Codex Standards</i>. - Consequential Amendments to the Guidelines on the <i>Conduct of Meetings of Codex Committees and Ad hoc Intergovernmental Task Forces</i> (ALINORM 05/28/41 paras 21-25) <p><u>Proposals Nos. 8, 9 and 10</u></p> <p>CAC28 adopted the amendment to Rule V.2, concerning the enlargement of the Executive Committee and the functions of the Executive Committee and consequential amendments to current Rule X, as submitted by CCGP (ALINORM 05/28/41 paras 21-25)</p> | |
| <p>Recommendation 10: The Executive Board should be small and include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2-3 observer representatives for consumers, industry and perhaps primary producers; • formal participation of the Secretary of Codex and FAO and WHO. <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 11: "Executive Committee – Membership" (ALINORM 03/26/11 Add.2, paras 32-35)</p> <p>Option 11.1 – Enlarged Executive Committee</p> <p>The Executive Committee should be enlarged by appointing the Regional Coordinators as Members. Meetings would be open to observers.</p> <p>Option 11.2 – Restricted participation in the Executive Committee</p> <p>Participation in meetings of the Executive Committee should be limited to one delegate representing the Members.</p> <p>Option 11.3 – Establishment of a Sub-Committee on Programming, Budget and Planning</p> <p>A Sub-Committee on Programming, Budget and Planning of the Executive Committee consisting of the Vice-Chairpersons of the Commission and the seven Members elected on a Regional basis should be established. Meetings of the Sub-Committee should be held in private. The Sub-Committee should be chaired by the Vice-Chairpersons on a rotational basis. The Sub-Committee should report to the</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|--|--|--|
| <p>Executive Committee.</p> <p>Option 11.4 – Funding the participation of members of the Executive Committee</p> <p>The budget of the Codex Alimentarius Commission should make provisions for the funding of participation of members of the Executive Committee and its Sub-Committee on Programming, Budget and Planning at meetings of these bodies.</p> <p>Proposal No. 12: “Participation of observers in the Executive Committee” (ALINORM 03/26/11 Add.2, para. 36)</p> <p>Members of the Commission that are not Members of the Executive Committee and interested international organizations should be invited to meetings of the Executive Committee. They should have the right to submit papers on matters before the Executive Committee but should not have the right to speak unless invited by the Chairperson to do so.</p> | | | | |
| <p>See Rec. 9 above</p> | | <p><u>Proposal No. 11</u></p> <p>a) Enlarged Executive Committee</p> <p>CAC26 decided that the Executive Committee should be enlarged by appointing the Regional Coordinators as Members. A number of countries questioned the effectiveness of an enlarged committee as a strategic management body and it was noted that the respective roles of the regional coordinators and the regional members may require clarification. The Commission deferred a discussion of the presence of observers to its discussion of Proposal 12.</p> <p>b) Restricted participation in the Executive Committee</p> <p>CAC26 did not achieve a consensus on the proposal to limit participation in meetings of the Executive Committee to one delegate representing the Members.</p> <p>c) Establishment of a Sub-Committee on Programming, Budget and Planning</p> <p>CAC26 decided that the Executive Committee should have the flexibility to establish subcommittees from among its members. It was noted that any proposed new body would be subject to analysis of costs and that there would only be a limited number. It was noted that a sub-committee could be established for programming, budget and planning.</p> <p>d) Funding the participation of</p> | <p><u>Proposal No. 11</u></p> <p>CAC28 (2005) adopted the amendment to Rule V.2, concerning the enlargement of the Executive Committee and the functions of the Executive Committee and consequential amendments to current Rule X, as submitted by CCGP. (ALINORM 05/28/41 paras 21-25)</p> <p><u>Proposal No. 12</u></p> <p>CAC28 recalled that CCGP had agreed not to proceed with the consideration of the active participation of Observers in the CCEXEC, but to consider the possibilities of publicizing the proceedings using Internet facilities. The Secretariat informed the Commission that it was currently studying the feasibility of making the audio recording of the proceedings of the Commission available on the Codex website on an experimental basis. When all financial and practical aspects had been solved, the extension of these arrangements to the recording of the Executive Committee’s proceedings could be considered (ALINORM 05/28/41 para. 122)</p> <p>CAC30 (2007) noted that recent sessions of CCEXEC had been audio-recorded and the audio-recording posted on the Codex website on a experimental basis. In view of the positive outcome of this arrangement which allowed publicizing of the proceedings of CCEXEC, CAC30 recommended that the current arrangements for audio-recording and web-posting of the sessions of CAC and CCEXEC be implemented on an ongoing</p> | <p>Meetings of the Chair and vice-Chairs of the Commission (“bureau”), Codex Secretariat and FAO, WHO have been held regularly since 2009.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|---|---|-------------------------|
| | | <p>members of the Executive Committee CAC26 decided that budget of the Codex Alimentarius Commission (not the FAO/WHO Trust Fund) should make provisions for the funding of the participation of members of the Executive Committee at its meetings. A number of countries considered that this should be limited to members from developing countries. (paras 158-160)</p> <p><u>Proposal No. 12</u></p> <p>A majority of members of the Commission agreed to the participation of Members of the Commission that are not members of the Executive Committee and recognized international organizations as observers in Executive Committee meetings with limited clearly defined rights to address the Committee. A few members expressed in principle objections to the presence of observers at Executive Committee meetings. It was also decided by the Commission that the exact modalities of this participation needed further elaboration and consultation with FAO and WHO. (para. 161)</p> | basis. (ALINORM 07/30/REP para. 140) | |
| <p>Recommendation 11: The standards development management function should receive much greater attention in Codex and should be delegated from the Commission to a smaller body. In this context, consideration should be given to the creation of a Standards Management Committee to perform functions that otherwise would need to be undertaken in the Executive Board. (Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 13: “Strategic Planning” (ALINORM 03/26/11 Add.3, paras 10-12) A strategic plan for Standards Development should be submitted to the 27th Session of the Commission (2004) and subsequently at two-yearly intervals on a rolling basis. Option 13.1 – Secretariat The Secretariat should submit a draft Strategic Plan for consideration by the Executive Committee and subsequently by the Commission. Option 13.2 – Sub-Committee of the Executive Committee The Sub-Committee on Programming, Budget and Planning of the Executive Committee should submit a draft Strategic Plan for consideration by the Executive Committee and subsequently by the Commission.</p> <p>Proposal No. 14: “Critical review of proposals to undertake work” (ALINORM 03/26/11 Add.3, paras 15-16) A critical review process should ensure that draft standards submitted to the Commission for adoption meet the strategic priorities of the Commission and can be developed within a reasonable period, taking into account the requirements of scientific expert advice. The critical review should therefore include:</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|--|---|-------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • examination of proposals for development/revision of standards, taking into account the strategic priorities of the Commission and the required supporting work of independent risk assessment; • identifying the standard setting needs of developing countries; • advice on establishment and dissolution of committees and task forces, including ad hoc cross-committee task forces (in areas where work falls within several committee mandates); and • assessment of the need for expert scientific advice and the availability of such advice from FAO, WHO or other relevant expert bodies. <p>Each major standard or revision of a major standard approved for development should have a small project document on purposes of the standard, why it was important, the main aspects to be covered and the time-line envisaged for the work. Monitoring can then take place against the time line revised as necessary and revisions in the coverage of the standard etc. would need to be specifically endorsed.</p> <p>Proposal No. 15: “Monitoring progress of standards development” (ALINORM 03/26/11 Add.3, para. 17)</p> <p>The critical review process should also ensure that progress of the development of standards is consistent with the envisaged time frame, that draft standards submitted to the Commission for adoption have been fully considered at Committee level, and that they are technically and legally sound. This should therefore include:</p> <ul style="list-style-type: none"> • monitoring of progress in developing standards and advising if corrective action should be taken or work suspended due to lack of progress; • examining proposed standards from Codex committees for coherence with basic texts and other international legal instruments ; technical consistency with General Standards and similar texts ; format and presentation; conformity with major decisions of the Commission ; and lingual consistency; before they are submitted to the Commission for adoption. <p>Proposal No. 16: “Responsibility for Standards Management” (ALINORM 03/26/11 Add.3, paras 20-24)</p> <p>Option 16.1 – Standards Management Committee</p> <p>Should the Commission wish to establish a Standards Management Committee, it may wish to consider the following membership for the Committee:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Twenty Members elected on a regional basis (three from each region except North America (2)); and • Five Chairpersons of Codex Committees/Task Forces established under Rule IX.1.(b) appointed on a rotating basis. <p>The Committee should be established under Rule IX.1(a) and meet on an annual basis, not less than six weeks before the commencement of any Commission session and should report to each Commission session. The Committee should elect its own Chairperson. The Committee should have the power to invite Chairpersons of Committees/Task Forces, not members of the Committee to attend its sessions. The Committee should be open to participation of international intergovernmental and non-governmental organizations as observers.</p> <p>The functions of the Committee would be to undertake the critical reviews of new work and the monitoring of progress in standards development as described above.</p> <p>Option 16.2 – Executive Committee</p> <p>Under this option, the Executive Committee would undertake the critical reviews of new work and the monitoring of progress in standards development as described above and report its findings to the Commission.</p> <p>Option 16.3 – Executive Board</p> <p>Same as Option 16.2 in the case that the Commission decides to establish an Executive Board in place of the Executive.</p> <p>Proposal No. 17: “Time-bound decision-making” (ALINORM 03/26/11 Add.3, para. 30)</p> <p>At the time of deciding to undertake new work on a standard (including preparation of so-called “discussion papers”), the Commission shall indicate the time frame for the work to be carried out, normally not more than five years from the date of the decision. At the end of this time frame, the body responsible for standards management shall automatically review the status of the work and report its findings to the Commission. The body responsible for standards management may propose an extension of the time frame; cancellation of work; or propose that the work be undertaken by a Committee other than the one to which it was originally entrusted.</p> <p>Proposal No. 25: “Revision of the Rules and working procedures governing the Executive Committee to enhance overall management” (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 13)</p> <p>The Commission should request the body responsible for implementing the procedural review to draft amendments and additions to the Rules of Procedure on the above matters as a matter of priority, with a view to their adoption by the Commission in 2004.</p> <p>Proposal No. 26: “Subsequent revision of the Rules and working procedures of the Executive Committee” (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 14)</p> <p>The Commission should request the body responsible for implementing the procedural review to draft amendments and additions to the Rules of Procedure dealing with the remaining issues contained in ALINORM 03/26/11: Part 2 with a view to their adoption by the Commission in 2005.</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|---|--|--|---|
| <p><u>Recommendation 11</u></p> <p>FAO Management supports in principle the proposal for the establishment of a Standards Management Committee, which would facilitate the Commission's work with regard to priority setting and work planning for standards development. Its proposed functions and composition would need further consideration by the Commission. (para. 11)</p> | <p>CAC25 requested the Secretariat to analyze comments dealing with standards management and the procedures for standards development, including the establishment of priorities recommended by developing Member Nations, and recommend strategies for the early implementation of more efficient and effective processes, providing options for consideration by the Commission at its next Regular Session. (App.II, para. 13)</p> | <p><u>Proposal No. 13</u></p> <p>CAC26 decided that the Secretariat should work with the Executive Committee in the preparation of strategic planning documents. It was noted that the strategic planning process in the Executive Committee should consider the special needs of developing countries. (para. 162)</p> <p><u>Proposal No. 14</u></p> <p><u>Proposal No. 15</u></p> <p>CAC26 decided to endorse the critical review process, including the preparation of project documents for major standards, as proposed as well as the closely related proposal to revise the Criteria for the Establishment of Work Priorities (Proposal No. 38) in order to ensure the relevance of Codex standards at the international level. (para. 163)</p> <p><u>Proposal No. 16</u></p> <p>CAC26 recalled that there had been no support for the establishment of a Standards Management Committee at the 25th Session of the Commission. The current session did not support the establishment of such a Committee and decided that the Executive Committee be the body to undertake the critical review of new work. CAC26 did not favour the replacement of the Executive Committee with an Executive Board. (para. 164)</p> <p><u>Proposal No. 17</u></p> <p>CAC26 decided that the body responsible for standards management (i.e. the Executive Committee) should review the status of development of draft standards at the end of a specified time-frame, normally not more than five years, and report its findings to the Commission. The time-frame could be less than five</p> | <p><u>Proposals Nos. 14 and 15</u></p> <p>CAC27 adopted the amendments to the <i>Procedures for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts</i> (ALINORM 04/27/41, para. 13)</p> <p><u>Proposals Nos. 25 and 26</u></p> <p>CAC28 adopted the amendment to Rule V.2, concerning the enlargement and the functions of CCEXEC and consequential amendments to current Rule X, as submitted by CCGP. (ALINORM 05/28/41 paras 21-25)</p> | <p>Information on discussion papers was added to the Critical Review from 2011.</p> <p>The Codex Strategic Plan 2014-2019 includes Objective 1.2 to proactively identify emerging issues and member needs and where appropriate develop relevant food standards</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|--|---|--|--|
| | | <p>years, where this was appropriate or had been established during the critical review process for new work. (para. 165)</p> <p><u>Proposal 25</u> <u>Proposal 26</u></p> <p>CAC26 decided to request CCGP when reviewing the Procedural Manual to:</p> <ul style="list-style-type: none"> - draft amendments and additions to the Rules of Procedure as described in Proposal 25 as a matter of priority, for adoption by the Commission in 2004/77, and - draft amendments and additions to the Rules of Procedure dealing with the remaining issues contained in ALINORM 03/26/11: Part 2 for adoption by the Commission in 2005. (para. 171) | | |
| <p>Recommendation 12: It is desirable that the Codex Alimentarius Commission meets every year, but if the Executive Board and possibly Standards Management Committee perform their functions effectively it might be possible to reduce costs by continuing to hold meetings every two years.</p> <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 1: "Annual meetings of the Commission" (ALINORM 03/26/11, para. 10)</p> <p>It is proposed that the Commission meet on an annual basis and the Executive Committee biannually. Commission sessions would alternate between sessions devoted to standards development (almost exclusively) and mixed sessions dealing with both standards issues, general direction of work and policy matters. These meetings could be 4 days and 5-6 days in length respectively. Regional Committees would continue to meet biennially and would report to the mixed standards/policy meeting.</p> | | | | |
| | <p><u>Recommendation 12</u></p> <p>CAC25 supported the idea of holding annual meetings but noted the relationship between annual meetings and the operation of the Trust Fund, as it was essential to facilitate developing country participation if the Commission met annually. (para. 19)</p> | <p><u>Proposal No. 1</u></p> <p>CAC26 decided that each session would consider the timing for the following session and the general nature of the agenda in order to achieve the appropriate balance between standards issues, general direction of work and policy matters, and taking into account the resources available for adequate participation. (para. 150)</p> | <p>CAC has been meeting annually since CAC27 (2004).</p> <p>CAC agenda is essentially the same every year. The alternating (longer and shorter) agenda of CAC has not been studied or implemented by the secretariat.</p> <p>CCEXEC started to meet biannually since 2003 with two sets of alternating agendas, with the one focusing on the monitoring of standards development and the other on the critical review of new work proposals; CCEXEC no longer adopts draft standards at Step 5 although it is still legally capable of doing it.</p> | <p>Biannual meetings of CCEXEC were held until 2010, then reduced to three times per biennium and since 2013 to annual meetings in conjunction with CAC.</p> |
| <p>Recommendation 13: The Codex secretariat should be able to carry out managerial, strategic and communication functions. To attract someone of the calibre needed to provide continuing executive</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (<u>ALINORM 03/25/3-Add.1</u>) | CAC 25 Decision (<u>ALINORM 03/25/5</u>) | CAC26 Decision (<u>ALINORM 03/41</u>) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|--|---|---|---|
| <p>leadership and support in Codex and manage and motivate the enhanced secretariat, a senior person should be appointed as Executive Secretary. The overall seniority of the secretariat staff should also be raised.</p> <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 13</u> FAO Management acknowledges the Evaluation's appreciation of the Codex Secretariat's effective and member-oriented work. It agrees with the observation that resources and manpower available to it are insufficient compared to the steadily increasing workload, which is resulting in "certain functions as being inadequately served". In this regard, FAO Management notes the proposed upgrading of the post of Secretary to the Commission to Executive Secretary. While the rationale given is appreciated - the complexity of Codex work, the technical and managerial expertise required, and the need for international visibility - FAO Management feels that, in view of the recent upgrading, it would be premature to further upgrade the post at this time. (<i>para. 12</i>)</p> | <p><u>Recommendation 13</u> CAC25 strongly supported the recommendation that the Secretariat be expanded and that the seniority and composition of its staff should match the Commission's increased requirements. (<i>App.II, para.8</i>)</p> | | <p>After the 2002 Evaluation, Codex became an independent Service, first in ESN and from 2006 in AGN.</p> <p>The posts of Secretary (D-1) and Senior Officer (communication) (P-5) were created and another post were upgraded (1 P-2 to P-3), thus resulting in a Secretariat with one D-1, two P-5, two P-4 and two P-3.</p> <p>The number of General Service staff has remained unchanged (total of seven GS), with some changes in the level of seniority (one G-4 was upgraded to G-5 and three G-3 to G-4).</p> <p>Since late '90s Japan and the Republic of Korea have supported the Codex Secretariat through the secondment of professional staff.</p> <p>USA has seconded a professional officer in 2005.</p> | <p>In 2013 the Codex Secretariat has become a Unit ("Codex unit") in the office of the ADG of the FAO Agriculture and Consumer Protection Department.</p> |
| <p>Recommendation 14: The secretariat would better achieve the independent identity, high status and authority it needs by becoming a separate FAO unit rather than continue under the Food and Nutrition Division. The secretariat would continue to report to FAO and WHO but in line with plans to give Codex more independence, the appointment of the secretary would be carried out in consultation with Codex.</p> <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 14</u> FAO Management: - is of the view that the current location is appropriate, given that ESN remains the principal area of relevant expertise in FAO and that relations with other expertise in FAO can be reinforced by other means. - notes the proposal that "the appointment of the Secretary would be carried out in consultation with Codex", but would need to examine specific procedures in order to consider this proposal further. It</p> | | | <p><i>See Recommendation 13</i> Since 2002, the Codex programme has become a separate programme entity within the FAO Food and Nutrition Division (later renamed as FAO Food and Consumer Protection Division) and the head of the Codex Secretariat has been granted the role of "Budget Holder" in the implementation of the FAO Programme of Work and Budget. The appointment of the Codex Secretary has been made jointly by FAO and WHO in 2003, 2009 and 2014.</p> | <p><i>See Recommendation 13</i> From 2013, the Codex Secretariat has been placed within the Office of the ADG of the FAO Agriculture and Consumer Protection Department, following the dissolution of the Food and Consumer Protection Division. The head of the Codex Secretariat is administratively reporting directly to the ADG of FAO in charge of the Department of Agriculture and Consumer Protection.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|--|---|--|
| <p>recalls that the appointment of the Secretary is the prerogative of the Directors-General of FAO and WHO - agrees that employment of part of the Secretariat by WHO would be "administratively cumbersome" (para. 105) and supports the current practice whereby all job descriptions are prepared jointly, and Secretariat staff selected jointly, by FAO and WHO. It would be pleased to consider any additional measures that would make this "joint nature" of the Secretariat still more visible and effective.(paras 13-15).</p> | | | | |
| <p>Recommendation 15: As a matter of priority more human and financial resources must be put into the Codex secretariat to enable it adequately to perform existing functions and meet expanding demands. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 15</u> FAO Management is fully aware of the increasing demands being placed upon Codex and of the need to increase the current staff and financial resources. In this context, and as recognized by the Evaluation, attention is drawn to the current Joint FAO/WHO Programme budget in which the FAO share is about 75 percent. (para. 16)</p> | | | <p>See Recommendation 13</p> | <p>Since 2000-2001, the Codex biennial budget has increased by approximately 75% (from 5,068,000 to 8,756,000 USD). The share of WHO increased in 2013 but has never exceeded 20%.</p> |
| <p>Recommendation 16: Codex should undertake a review, including a detailed study by consultants of the work of general subject and commodity committees as soon as possible, and thereafter on a fixed schedule, with a view to rationalization where appropriate. The review should in particular examine:</p> <ul style="list-style-type: none"> • the existing committee mandates with a view to rationalization; • any need for redistribution of tasks and responsibilities between committees; and • any need to split committees. <p>Also:</p> <ol style="list-style-type: none"> a) commodity work should be handled through time bound task-forces; b) no new committee should be established even in a horizontal area of work until the possibilities for progress and the need for continuing work have been established through a task force; c) the treatment of health issues in commodity committees should be reduced to the essential minimum and wherever possible handled through a task force with the relevant horizontal committee. <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 5: "Review of the mandates of Codex Committees and Task Forces" (ALINORM 03/26/11 Add.1, paras 13-14)</p> <p>The Commission may wish to instruct the Secretariat to recruit a small team of consultants to undertake a detailed review, based on the recommendations of the Evaluation Report and the above discussion,</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|--|--|--|
| <p>that would report through the Executive Committee to the next Regular Session of the Commission. The review should concentrate on the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> • adequacy of the current structure of general subject committees to meet member countries' needs in a flexible and timely manner; • areas of overlap and areas where coverage of the subject matter is inadequate; • adequacy of the current structure of commodity committees to meet member countries' needs in a flexible and timely manner; • areas of overlap and areas where coverage of the subject matter is inadequate; and • relations between commodity and general subject committees (task forces). <p>The report to the Commission should also take into account the ability of all member countries to participate in the standards development process and therefore concentrate on the sustainability of the subsidiary body structures and their work programmes.</p> | | | | |
| <p>Recommendation 16 FAO Management agrees that Codex should undertake a review of General Subject and Commodity Committees. With regard to the suggested possible reduction of the treatment of health-related work in the commodity committees/task forces, it would emphasize that such a reduction should not lead to a decline in scientific soundness of standards which would still require the input of commodity-specific expertise, including that for best practices. (para. 17)</p> | | <p>Proposal No. 5 CAC26 decided that all the Committees and Task Forces would be reviewed together, based on the proposals set out in the working paper, bearing in mind the objective of reducing the number of meetings while also keeping them short and focused. The key role of Regional Coordinating Committees was recognized, as well as the importance of ensuring that Codex Committee chairs were able to provide input to the review process. (para. 154)</p> | <p>Proposal No. 5 CAC27 endorsed the TOR for review of Codex Committees and Task Forces. CAC27 agreed that the recruitment of a small team of consultants would be initiated after CAC in order that recommendations could be submitted to CAC28 (ALINORM 04/27/41, para. 132). CAC28 endorsed a number of recommendations (see ALINORM 05/28/41 paras 136-159) The Committee on Food Additives and Contaminants (CCFAC) was split into CCFA and CCCF; the Committee on Meat Hygiene (CCMH) was adjourned <i>sine die</i> and some of its tasks assigned to the Committee on Food Hygiene (CCFH). A number of commodity committees was adjourned <i>sine die</i>, e.g. Committees on Natural Mineral waters (CCNMW), Cocoa Products and Chocolate (CCCP), Milk and Milk Products (CCMMP).</p> | <p>A new Committee on Spices and Culinary Herbs (CCSCH) was established in 2013. Most of the work of commodity committees focuses on quality provisions of standards. Safety provisions of commodity standards make reference to texts developed by general subject committees, e.g. CCFH, CCPR, CCRVDF, CCFA.</p> |
| <p>Recommendation 17: Codex should undertake a review of the mandate and work of regional committees within the next two years. (Primary Responsibility: Codex) <u>This recommendation was dealt by the following:</u> Proposal No. 6 "Review of the Regional Coordinating Committees" (ALINORM 03/26/11 Add.1, para. 15) The Commission may wish to instruct the Secretariat to provide a report to the next Regular Session of the Commission with proposals for the review of the Regional Coordinating Committees. These proposals should be discussed by the Regional Coordinating Committees and final proposals made to the next following session of the Commission.</p> | | | | |
| | | <p>Proposal No. 6 CAC26 decided that all the Committees and Task Forces would be reviewed together, based on the proposals set out in the working paper,</p> | <p>Proposal No. 6 CAC27 agreed to issue a CL to invite comments. RCC would consider comments and report to CAC28 (ALINORM 04/27/41, paras 135-136).</p> | <p>the FAO/WHO/Codex secretariats prepared proposals for revitalization of Regional Coordinating Committees for discussion in the 2014-15 cycle of RCCs (Ref. CX/NASWP 14/13/4)</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|--|--|-------------------------|
| | | <p>bearing in mind the objective of reducing the number of meetings while also keeping them short and focused. The key role of Regional Coordinating Committees was recognized, as well as the importance of ensuring that Codex Committee chairs were able to provide input to the review process.(para. 154)</p> | <p><u>Role of Regional Coordinating Committees in furthering the objectives of the Codex Alimentarius</u> CAC28 agreed to reassert the important role the Coordinating Committees play in furthering the objectives of the Commission and encourage countries to participate more actively and effectively in the work of Coordinating Committees. CAC28 further agreed to encourage Coordinating Committees to consider any particular items regarding problems arising from food control, food safety concerns and approaches for strengthening food regulatory systems, in accordance with the terms of reference of the Committees and preferably in consultation of the Regional Offices of FAO and WHO.</p> <p><u>Terms of reference of the Regional Coordinating Committees as set out in the Procedural Manual, including the relevance of developing regional standards</u> CAC28 agreed to refer the proposed amendment to the terms of reference of the CCLAC and its possible extension to the other Coordinating Committees to CCGP for further consideration.</p> <p>CAC28 agreed that Coordinating Committees were invited to keep under review their programme of work, taking into account priorities of Committees' work.</p> <p><u>Membership of Regional Coordinating Committees, including their current geographic coverage</u> CAC28 agreed that no further action needed to be taken on this matter.</p> <p><u>Effectiveness of Regional Coordinating Committees in respect of country participation record and of venues and meeting intervals</u> CAC28 agreed to retain the current periodicity of meetings of Coordinating Committees and invited Coordinating</p> | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (<u>ALINORM 03/25/3-Add.1</u>) | CAC 25 Decision (<u>ALINORM 03/25/5</u>) | CAC26 Decision (<u>ALINORM 03/41</u>) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|--|---|--|---|
| | | | <p>Committees to consider the use of complementary mechanisms which would improve regional and/or sub-regional communication and coordination.</p> <p><u>Respective roles of the Regional Coordinator as ex officio Chairperson of the Regional Coordinating Committee and the Member(s) of the Executive Committee elected on a geographic basis</u></p> <p>CAC28 recognized the need for clarification of the respective roles of the Coordinator and the Member elected on a geographical basis, especially in view of the new status of the Coordinator as Member of CCEXEC. The Commission therefore agreed to recommend that CCGP consider this issue at its next session and develop proposals for consideration by the 29th Session of the Commission.</p> <p>CAC28 agreed to encourage Regional Coordinators, FAO and WHO to consider organizing relevant regional events such as seminars or workshops in conjunction with the sessions of Coordinating Committees. (<i>ALINORM 05/28/41 paras 129-135</i>)</p> | |
| <p>Recommendation 18: All committee and task force work should be time-bound. It is proposed that no standard be permitted more than 5 years' work before decision by the Commission on whether further work is justified.</p> <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> | | | | |
| | | See Recommendation 11 | | |
| <p>Recommendation 19: Codex must continue to strive for a clearer separation of the risk management and risk assessment functions to ensure transparency, the usefulness of scientific advice and the speed of decision-making.</p> <p>(Primary Responsibility: Codex, FAO/WHO)</p> | | | | |
| | | | | <p>All relevant Committees completed the revision of the respective risk analysis principles. CCGP29 will consider a document (CX/GP15/29/5) on the consistency of the risk analysis texts across the relevant committees, prepared by the Codex Secretariat.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|---|--|--|
| <p>Recommendation 20: The emphasis in Codex should switch from writing standards in meetings to developing standards through a consultative process between meetings. Much greater use should be made of consultants/facilitators to progress work between committee sessions, with the cost borne by host countries. As well as speeding up work, greater inclusiveness would be ensured by full consultation including, where appropriate, the organization of local workshops and:</p> <ul style="list-style-type: none"> • written comments should be fully taken into account; • where between-session working groups are used they should be electronic, not generally physical meetings which are not inclusive in possible participation; • greater use should be made of knowledgeable NGOs in preliminary standard development. <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p>This recommendation was dealt by the following:</p> <p>Proposal No. 19: “Use of facilitators” (ALINORM 03/26/11 Add.3, paras 34-35)</p> <p>At any time in the process of elaboration of standards, a Codex Committee or the body responsible for standards management, should have the ability to appoint a facilitator to help parties to reach consensus. The role of the facilitator would be to consult among members and to develop re-drafts for further consideration by committees. A main part of the function of facilitators would be to understand dissenting views, including all written comments, and facilitate the development of consensus. This could have very positive benefits both in terms of ensuring greater inclusiveness and in speeding up work, provided facilitators have the clear function of consulting members widely. Facilitators should report to the Committee entrusted with development of the draft standard. The facilitator’s report should explicitly show how the written comments received on draft standards have been addressed.</p> <p>This proposal could be implemented immediately, without changes to the Procedures for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts in the Procedural Manual, but in the longer term it would be preferable to amend these Procedures especially to define the role of facilitators. In the interim, the Secretariat suggests that facilitators could be appointed on an experimental basis</p> <p>Proposal No. 20: “Establishment of electronic working groups” (ALINORM 03/26/11 Add.3, para. 36)</p> <p>Codex Committees, when deciding to undertake work between sessions, should give the first priority to the establishment of electronic working groups to be coordinated by the Host Government Secretariat. Such working groups should be open to all members of the Commission and interested international organizations as observers providing comments. The terms of reference and the expected output of the Working Group should be explicitly stated. Such working groups should be disbanded once their specific task has been achieved.</p> <p>Proposal No. 21: “Establishment of physical working groups” (ALINORM 03/26/11 Add.3, paras 37-38)</p> <p>If Codex Committees decide to undertake work between sessions by means of physical working groups, such working groups should be representative of the membership of the Commission. It is therefore proposed that the membership of such working groups be limited to two or three members from each of the Commission’s regions. Interested international organizations may be invited to participate as observers, provided that the number of observers does not exceed one half the number of countries participating as members. The composition of the working group should be explicitly defined, as should its terms of reference and the expected output. Such working groups should be disbanded once their specific task has been achieved.</p> <p>The options concerning working groups could be implemented immediately, but in the longer term it would be preferable to amend the Guidelines for Codex Committees so as to clarify the role of working groups.</p> | | | | |
| | | <p><u>Proposal No. 19</u> <u>Proposal No. 20</u> <u>Proposal No. 21</u></p> <p>CAC26 agreed in principle to all three proposals but decided that the modalities would require clarification by the body responsible for reviewing the Procedural Manual. With respect to electronic working groups, the Commission noted that these were an avenue for exchanging views and not for decision making. Physical working groups should be ad hoc, open to all members, take account the problems of developing country participation and</p> | <p><u>Proposal No. 19</u></p> <p>CAC28 supported the conclusion of the CCPG21 that Committees consider the use of facilitators on an experimental basis. (ALINORM 05/28/41, para. 122)</p> <p><u>Proposals Nos. 20 and 21</u></p> <p>CAC28 adopted the <i>Guidelines on Physical Working Groups and the Guidelines on Electronic Working Groups</i> (ALINORM 05/28/41, para. 41)</p> <p>CAC26 (2003) adopted <i>Measures to facilitate consensus</i> .</p> | <p>A facilitated session was held by CCFL to solve the issue of GM labelling.</p> <p>A “Friends-of-the-Chair” approach was used to address the issue of the MRL for ractopamine.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|---|---|--|
| | | only be established where there is consensus in the Committee to do so and other strategies have been considered. (para. 167) | | |
| <p>Recommendation 21: Although Codex is very effective in producing and agreeing full meeting reports before the end of meetings, the trend towards action-oriented reports of meetings which focus on decisions and not discussion, should be further reinforced. Such reports facilitate a task-orientation as well as freeing up meeting time for more productive use than report writing. (Primary Responsibility: Codex)</p> <p>Proposal No. 35: "Conduct of meetings: Reports" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 43)</p> <p>The Commission may wish to ask the body responsible for implementing the procedural review to take into account the opinions of the countries that have commented on this matter when drafting the text dealing with reports.</p> | | | | |
| | | <p>Proposal No. 35 CAC26 agreed in principle to [all] of the proposals. (para. 178)</p> | <p>Proposal No. 35 CAC28 agreed that no further revision was recommended to the Procedural Manual. (ALINORM 05/28/41, para. 126)</p> <p>The length of reports and timely availability of documents has been discussed on several occasions in CCEXEC, CCGP and other committees.</p> <p>In 2008, CCEXEC61 made specific recommendations on the length and content of the Session reports of the Codex Alimentarius Commission and its Subsidiary Bodies (ALINORM 08/31/3A, para. 26), which were endorsed by CAC31 (ALINORM 08/31/REP, para. 9).</p> <p>CAC32 agreed that Chile supported by other countries would prepare a discussion paper including recommendations on ways to approach the timely and simultaneous distribution of documents and the length and content of reports taking into account concerns raised at the present Session and those from the FAO/WHO Coordinating Committee for Latin America and the Caribbean, for consideration by the next session of the CCGP (ALINORM 09/32/REP, para. 194)</p> | <p>Following CAC32 the length of reports and timely availability of documents continued to be discussed on several occasions in CCEXEC, CCGP, CCLAC and other committees.</p> <p>CAC37 noted a preliminary analysis on the timely distribution of documents and recommended immediate and incremental action to ensure that documents are prepared in a timely manner in all languages (REP14/CAC para. 118)</p> |
| <p>Recommendation 22: In order to improve the performance and ensure greater consistency among committee chairs, explicit criteria for selection of chairs should be drawn up and chairs should be confirmed by the Executive Board. More emphasis should be placed on training and assessment of chairs and the explicit role of the Codex secretariat in supporting effective chairpersonship should be fully recognized. (Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 29: "Chairpersons of Codex Committees and Task Forces" (ALINORM 03/26/11 Add.4, paras 26-27)</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|--|---|--|
| <p>Option 29.1 - Confirmation of Chairpersons by the Executive Committee</p> <p>The Commission may wish to request the body responsible for implementing the procedural review to draft a new rule to provide for the confirmation of chairpersons by the Executive Committee.</p> <p>Option 29.2 - Status quo, but with Criteria for the appointment of Chairpersons</p> <p>The Commission may decide to maintain the status quo in regard to the appointment of chairpersons by host countries, but may wish to request the body responsible for implementing the procedural review to develop criteria for the appointment of chairpersons.</p> <p>Proposal No. 33: "Criteria for the selection of chairpersons" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 39)</p> <p>The Commission may wish to ask the body responsible to develop draft criteria for the appointment of chairpersons of Codex Committees and Task Forces and to submit these for consideration by the Commission at its next Regular Session (2004). The criteria should recognize the right of the host country to appoint a chairperson.</p> | | | | |
| | | <p><u>Proposal No. 29</u></p> <p>CAC26 decided to maintain the <i>status quo</i> in regard to the appointment of chairpersons by host countries, but also decided to request CCGP to develop criteria for the appointment of chairpersons. (para. 176)</p> <p><u>Proposal No. 33</u></p> <p>CAC26 agreed in principle to [all] of the proposals. (para. 178)</p> | <p><u>Proposal No. 29</u></p> <p>CAC27 adopted the Guidelines to Chairpersons of Codex Committees and ad hoc Intergovernmental Task Forces, elaborated by CCGP. (ALINORM 04/27/41 para. 14)</p> <p><u>Proposal No. 33</u></p> <p>CAC27 adopted <i>Guidelines to Chairpersons of Codex Committees and ad hoc Intergovernmental Task Forces</i> (ALINORM 04/27/41 para. 14).</p> <p>Since 2003, the Codex Secretariat has provided a secretariat to informal meetings of Codex Chairs and has started to organise Codex Chair retreats.</p> | <p>Informal meetings of Chairs have been held regularly during the CAC and the CCGP since 2005.</p> <p>Workshops for Chairs have been organised yearly since 2009 to allow for interaction between chairs and increase capacity in negotiation and mediation techniques.</p> <p>Satisfaction surveys, which contain questions related to the Chairs performance, have been introduced since 2010 for all Committees.</p> <p>A Manual "<i>Building Common Ground: a guide for Codex delegates and chairs on negotiation, mediation and facilitation methods</i>" has been completed and is currently under FAO/WHO internal review. The Manual has been used as the basis for the Chairs' s retreat held in connection with CCGP28 in 2014.</p> |
| <p>Recommendation 23: The present 8-step procedure should be simplified to a 5-step procedure for all standards. At Step 5, the Commission should not amend the standard but be required to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • adopt the standard; • refer the standard back to the committee to explore certain changes; or • cancel or suspend work on the standard. The present 8-step procedure should be simplified to a 5-step procedure for all standards. <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 18: "Simplified procedures for standards development" (ALINORM 03/26/11 Add.3, para. 32)</p> <p>The current Uniform and Accelerated Procedures for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts should be revised to encourage Committees to submit standards to the Commission as soon as consensus on them is reached. This could be achieved by:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Removing the qualification of two-thirds majority when deciding on an accelerated procedure or the omission of steps; • Re-drafting the Elaboration Procedures to provide for a normal 5-Step procedure and an extended 8-step procedure, the latter being subject to endorsement by the body responsible for standards management and subsequent approval by the Commission. <p>Proposal No. 22: "Adoption of Codex Standards" (ALINORM 03/26/11 Add.3, paras 43-46)</p> <p>Option 22.1 – Decision to adopt without amendment</p> <p>At the adoption step, the Commission should not amend the standard but shall either:</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • adopt the standard; • refer the standard back to the Committee to explore certain changes; or • cancel or suspend work on the standard. <p>The decision taken shall be reported clearly in a manner that focuses on decisions and not on discussion.</p> <p>Option 22.2 – Decision to adopt with amendment</p> <p>At the adoption step, the Commission may decide to amend the standard in the light of written comments but shall limit such amendments to considerations that have not previously been raised in Committee and which are not of a nature affecting the technical content of the standard. Otherwise, the Commission shall either:</p> <ul style="list-style-type: none"> • adopt the standard; • refer the standard back to the Committee to consider the proposed amendment(s); or • cancel or suspend work on the standard. <p>The decision taken shall be reported clearly in a manner that focuses on decisions and not on discussion.</p> | | | | |
| | | <p>Proposal No. 18</p> <p>CAC26 considered that removal of the two-thirds majority requirement for the accelerated procedure would not simplify the procedure as accelerated standards should be adopted by consensus. CAC26 did not reach a consensus on the use of a 5-Step procedure as the norm and decided to retain the 8- Step process, with the existing mechanisms to accelerate the process when necessary. (para. 166)</p> | | |
| <p>Recommendation 24: Wherever possible, decisions should be made by consensus. Codex should define consensus for decision-making purposes in committees and the Commission. We propose 'no formal objection by more than one member present at the meeting'; and:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) committees should, as the norm, achieve consensus before passing on standards to the Commission for adoption; b) facilitators working between meetings should help to reach consensus and should be systematically used to assist in overcoming deadlock at any stage of the standard setting process); c) in cases of 'near-consensus', proposed standards should be passed on by committees to the Commission for consideration. A consultative postal-balloting system should be considered as a way of ensuring inclusiveness and legitimacy; d) if no better than 'near-consensus' could be reached in the Commission, voting should take place but should require at least a two-thirds majority of those present and voting for a standard to be adopted. <p>(Primary Responsibility: Codex)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 34: "Determination of consensus" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 41)</p> <p>In view of the divergence of opinions on this matter the Commission may wish to maintain the status quo in this matter. It may wish to advise the body responsible for implementing the procedural review that resolution of the question of consensus in regard to decision-making is a matter of importance and that efforts should be made to develop appropriate guidance for Codex Committees and Task Forces. In view of the diversity of opinions currently held on this matter, the Commission may wish to request a progress report on the issue at its Regular Session in 2005.</p> | | | | |
| | | <p>Proposal No. 34</p> <p>CAC26 agreed in principle to [all] of the proposals. (para. 178)</p> | <p>Proposal No. 34</p> <p>CAC28 had agreed to consider proposals from the Delegation of India that included</p> | <p>CAC33 (2010) adopted a further amendment to the <i>Guidelines to Host Governments of Codex Committees and Ad Hoc Intergovernmental</i></p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|--|--|--|
| | | | <p>the definition of consensus at its next session. (ALINORM 05/28/41, para. 125)</p> <p>CCGP21 agreed not to undertake new work on the definition of "consensus". (ALINORM 05/28/33 paras 9-10)</p> <p>CCGP25 (2009) reviewed an extensive discussion paper prepared by the Secretariat on the basis of the inputs if the chairpersons of the Codex subsidiary bodies on the matter and especially their experiences with the application of the Measures to Facilitate Consensus.</p> <p>CCGP25 agreed to the following:</p> <p>(a) The Secretariat would continue work on a brochure for chairs which will be in the public domain as a work in progress;</p> <p>(b) Problematic cases could be addressed by the informal meeting of chairs and CCEXEC;</p> <p>(c) The Secretariat would continue to convene an informal meeting of chairs in conjunction with the session of the Commission.</p> <p>(d) To amend the <i>Guidelines to Chairpersons of Codex Committees and Ad Hoc Intergovernmental Task Forces</i> with a modification to the effect that the choice of the facilitator should be agreed upon by the committee concerned.</p> <p>CAC32 (2009) adopted the amendment on the use of facilitators to the <i>Guidelines to Chairpersons of Codex Committees and ad hoc Intergovernmental Task Forces</i>. (ALINORM 09/32/REP, paras 18-19).</p> | <p><i>Task Forces</i> regarding sustained opposition. (ALINORM 10/33/REP para. 14)</p> |
| <p>Recommendation 25: Groups of countries with common interests should be encouraged to coordinate their positions and present these as positions of the group at committee meetings. (Primary Responsibility: Codex Regional Committees)</p> <p><u>This recommendation was dealt by the following:</u></p> <p>Proposal No. 36: "Conduct of meetings: Country groupings" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 45)</p> <p>The Commission may wish to ask the body responsible for implementing the procedural review to consider how the opinions of groups of countries, especially smaller developing countries unable to be represented fully at Codex meetings, could best be taken into account.</p> | | | | |
| | | <p><u>Proposal No. 36</u> CAC26 asked CCGP to examine this</p> | <p>The European Community (later European Union) became a member organization in 2003. Since then, the EU presents before</p> | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|---|--|---|
| | | issue by 2006. (para. 180) | each Codex meeting a division of competence according to Rule of Procedure II paragraph 5 of the Codex Alimentarius Commission. <u>Proposal No. 34</u> CAC28 agreed that no further revision was recommended to the Procedural Manual. (ALINORM 05/28/41, para. 126) | |
| <p>Recommendation 26: Committees should be encouraged to appoint co-chairs of equal status, one of which would be from a developing country. Host countries should also hold meetings in the co-chair's country. (Primary Responsibility: Codex/ Host Countries) This recommendation was dealt by the following: Proposal No. 32: "Co-chairmanship" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 37) The Commission may wish to ask the body responsible to develop guidelines for the co-chairing of Codex Committees and Task Forces, including the cost implications.</p> | | | | |
| | | <u>Proposal No. 32</u> CAC26 referred the work to CCGP, requesting it to develop appropriate guidelines and explore further the question of co-chairpersons.(para 178) | <u>Proposal No. 32</u> CAC28 agreed that co-chairmanship should be tested on a case-by-case basis and encouraged committees to consider this practice. The Commission noted some positive outcomes of co-chairmanship experienced at the latest session of the Committee on Food Hygiene (co-hosted by the United States and Argentina) and of the Committee on Fish and Fishery products (co-hosted by Norway and South Africa). (ALINORM 05/28/41, para. 124) | CAC33 (2010) adopted an amendment to the <i>Guidelines to Host Governments of Codex Committees and Ad Hoc Intergovernmental Task Forces</i> regarding co-hosting arrangements. (ALINORM 10/33/REP, para. 13) Guidance for Co-hosting Arrangements of Codex Sessions is included in the Codex website (http://www.codexalimentarius.org/meetings-reports/co-hosting-meetings/en/) An analysis of Co-hosting arrangements was presented at CAC32. (ALINORM 09/32/9B Part III) |
| <p>Recommendation 27: Codex should review its principles and procedures for observer status as required by the Procedural Manual and:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) should consider applying stricter criteria to ensure that observers are genuinely international. New rules should apply to existing observers as well as future 'applicants' and the credentials of Codex observers should be approved individually by the Executive Board; b) observers should be represented on the Executive Board and the Standards Management Committee (if established). <p>(Primary Responsibility: Codex) This recommendation was dealt by the following: Proposal No. 28: "Observer Organizations" (ALINORM 03/26/11 Add.4, paras 19-21) Option 28.1 - Review of the status of observer organizations by FAO and WHO The Commission may wish to request FAO and WHO to prepare a report on the status of the current international organizations in "Observer Status" with the Commission and submit the report to the Commission's next Regular Session. Option 28.2 - Revision of Rule VII.5 The Commission may wish to invite the body responsible for the procedural review to revise Rule VII.5 so that the Executive Committee provides an opinion to the Directors-General on the status of the</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|---|---|--|
| <p>international organizations in "Observer Status" or requesting such status, and submit its proposals to the Commission in 2004.</p> <p>Option 28.3 - Revision of Principles governing international organizations in "Observer Status"</p> <p>The Commission may wish to invite the body responsible for the procedural review to revise the Principles Concerning the Participation of International Non-Governmental Organizations in the Work of the Codex Alimentarius Commission and to complete the guidelines on the relations between the Commission and international intergovernmental organizations in a manner that is consistent with the revised Rule VII.5. This work should be completed by 2005.</p> | | | | |
| | | <p><u>Proposal No. 28</u></p> <p>CAC26 decided to:</p> <ul style="list-style-type: none"> (*) request FAO and WHO to prepare a report on the status of the current international organizations in "Observer Status" with the Commission and submit the report to the Commission's next Regular Session; - request FAO and WHO Legal Counsels and the Secretariat to prepare a preliminary paper on Rule VII.5 for consideration by CCGP. <p>CAC26 also requested the CCGP to:</p> <ul style="list-style-type: none"> - revise Rule VII.5 on the basis of the paper to be presented by the Legal Counsels of FAO and WHO, and submit its proposals to the Commission in 2004, if possible; and - revise the Principles Concerning the Participation of International Non-Governmental Organizations in the Work of the Codex Alimentarius Commission and to complete the guidelines on the relations between the Commission and international intergovernmental organizations in a manner that is consistent with the revised Rule VII.5, by 2005. (paras 174-175) | <p><u>Proposal No. 28</u></p> <p>CAC28 adopted the amendment to Rule VIII.5 Observers and revised Principles concerning the Participation of International Non-Governmental Organizations in the Work of the Codex Alimentarius Commission. (ALINORM 05/28/41 paras 26 and 42).</p> | <p>A review of the participation of observers in Codex work was carried out which resulted in the discontinuation of a number of observers.</p> <p>WHO has started to review the framework rules regarding its relations with non-State actors, including the granting of official relations with WHO. This will have an impact on the implementation of section 4.1 of the Principles Concerning the Participation of International Non-Governmental Organizations.</p> |
| <p>Recommendation 28: Clear criteria to be met in becoming a host country should be developed, including the resource requirements. Host countries should be required to commit to the minimum level of support including that for:</p> <ul style="list-style-type: none"> • between session work; and • meetings being held in the co-chair's country; <p>Shared hosting of committees could be explored by host countries as an option in meeting increased commitments.</p> <p>(Primary Responsibility: Codex/ Host Countries)</p> <p>This recommendation was dealt by the following:</p> | | | | |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|---|-----------------------------------|--|--|---|
| <p>Proposal: No.31: "Separation of advice to Host Governments and advice on the conduct of meetings" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 35)</p> <p>The Commission may wish to instruct the body responsible for implementing the procedural review to develop two separate texts dealing with these matters separately. These texts should be presented to the Commission for consideration not later than 2005, but in the case of delay the document dealing with the conduct of meetings should have priority. Within these texts, however, the criteria for the selection of chairpersons could be developed separately and as a matter of high priority (submission in 2004).</p> | | | | |
| | | <p><u>Proposal No. 31</u> CAC26 agreed in principle to [all] of the proposals. (para. 178)</p> | <p><u>Proposals No. 31</u> CAC27 adopted <i>Guidelines to Chairpersons of Codex Committees and ad hoc Intergovernmental Task Forces</i> (ALINORM 04/27/41 para. 14).</p> | <p>Guidance on co-hosting committees were developed and included in the Procedural Manual and the Codex website.</p> <p>An analysis of the effectiveness of co-hosting arrangements was done as part of the Strategic Plan implementation in 2010.</p> |
| <p>Recommendation 29: Resources should be put into upgrading the Codex web-site as a matter of urgency. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |
| <p><u>Recommendation 29</u> FAO Management concurs with the Evaluation's analysis of risk communication. It draws attention to the fact that communication of risk to the public (consumers) requires further consultation between FAO and WHO and other partners concerned to formulate a common strategy on risk communication. (para. 18)</p> | | | | |
| <p>Recommendation 30: FAO and Codex review the possibilities for establishment of a database of national standards of importance in trade, including their application and methods of analysis. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |
| <p>See Rec. 29 above</p> | | | <p>The International Portal for Food Safety, Animal and Plant Health (IPFSAPH) was set up by FAO in 2004 to facilitate simplified access by member countries to relevant official information on plant health, animal health and food safety. The portal was widely used by FAO members until 2009.</p> <p>In 2008, CAC31 requested FAO to house a portal by which Codex members could access information on safety assessment of foods derived from recombinant-DNA plants that were assessed in accordance with the Codex "Guideline for the conduct of food safety assessment of foods derived from recombinant-DNA plants (CAC/GL 45-2003). This was to facilitate implementation of annex III of the Codex Guidelines. This information was</p> | <p>The use of the IPFSAPH declined as there are many other specific initiatives and databases developed featuring trade-related information about food safety, animal and plant health. After careful evaluation, it was decided that IPFSAPH would be discontinued and that the information on safety assessment would be housed in a separate dedicated portal. This new platform (FAO GM Platform) was launched in 2013.</p> |

| FAO Management Response / Comments by DG in WHO DG Report to EB (ALINORM 03/25/3-Add.1) | CAC 25 Decision (ALINORM 03/25/5) | CAC26 Decision (ALINORM 03/41) (related to the 38 proposals) | Implementation Status by 2009 (reports of CAC27 to CAC32) | Later events after 2009 |
|--|-----------------------------------|--|---|-------------------------|
| | | | incorporated within IPSAPH. | |
| <p>Recommendation 31: FAO and WHO should make a detailed calculation of the incremental cost increases for the Codex secretariat of implementing the agreed recommendations and provide the necessary increased core funding. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> | | | | |

Other Recommendations of the 2002 Joint FAO/WHO Evaluation related to Risk Assessment and Expert Advice and Capacity Building

| RISK ASSESSMENT AND EXPERT ADVICE |
|--|
| <p>Recommendation 32: In light of the growing importance of microbiological hazards, JEMRA should be ratified as a permanent committee and resources allocated to increase its output. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 33: There should be a clear budget and human resource allocation for scientific advice and risk assessment. The major part of this allocation should be available for prioritization by Codex. A small proportion of the budget should be retained for use by FAO and WHO to meet their own needs, particularly in relation to emerging issues. FAO and WHO should make proposals for discussion at the July 2003 session of the Codex Alimentarius Commission on how this may be achieved. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 34: The increased funding of risk assessment is a top priority. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 35: A high priority for WHO and FAO is to support the collection of data covering a much wider range of diets and production processes, including the essential capacity building. Furthermore, FAO and WHO should increase their role in defining data requirements for risk assessment and guaranteeing good quality data. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 36: Budgetary provision should be made to pay independent experts undertaking risk assessments. At the same time, strict deadlines and quality requirements should be put in place. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 37: Building on the findings of this evaluation, a consultancy study should be immediately undertaken of expert advice and risk assessment and this should be followed by an expert consultation and discussion in Codex. The elements to be included in the study, in line with the discussion above, should include:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) new methods of working, including the use of meta-analysis techniques; b) any requirement for redistribution of tasks in existing expert committees or for splitting the committees; c) definition of the form in which risk assessments can be most usefully provided to risk managers for standard setting; d) re-definition of basic requirements for global standards, including the minimum of essential dietary intake data for each major region and tropical performance data for GAP, GMP, GHP, etc.; e) funding and possibilities of payment for services when reviewing proprietary products; f) ways in which non-technical consumer representatives could contribute to the work of providing scientific advice and risk assessment; g) best practice procedures for communication between risk assessors and managers to ensure that scientific advice is given in its most useful form; and h) options, necessary communication expertise and resource implications of alternative risk assessment communication strategies. <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 38: A Scientific Committee should be established by FAO/WHO. (Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 39: We recommend that a post of Joint Coordinator be established and located in WHO. The joint secretaries of existing scientific committees would continue to be under the current units of their two Organizations.</p> |

| |
|---|
| (Primary Responsibility: FAO/WHO) |
| <p>Recommendation 40: FAO and, in particular WHO are recommended to markedly increase their contribution to health risk assessment and expert advice to feed into Codex. In addition to the immediate direct resource requirements referred to above:</p> <ul style="list-style-type: none"> • WHO should develop data on health risks from food around the world to better determine priorities; • FAO should develop work on good handling and manufacturing practices for additives, packaging, processing agents, etc.; and • both Organizations should develop dietary data for the developing regions. <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| CAPACITY BUILDING |
| <p>Recommendation 41: It is recommended that the two Organizations agree on principles for coordination and delineation of responsibilities for capacity building and ensure that these principles are communicated to regional and national offices. The Codex Alimentarius Commission should be informed on progress on this agreement at its July 2003 session.</p> <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |
| <p>Recommendation 42: With a view to mobilizing funds for capacity building, it is recommended to further expand the existing FAO/WHO Codex trust fund in line with its wider objectives into a major multi-donor trust fund for capacity-building of national systems, with flexible arrangements to allow donors who wish to do so to earmark funds for a particular purpose. This will have to be done against clear delineation of capacity-building responsibilities between the two Organizations.</p> <p>(Primary Responsibility: FAO/WHO)</p> |

Other Decisions of CAC26 (related to the Joint FAO/WHO Evaluation) regarding the current Uniform Procedure for the Elaboration of Codex Standards and Related Texts

| |
|---|
| <p>Subsequent Procedure Concerning Publication and Acceptance of Codex Standards</p> <p>STATUS</p> <p>CAC28 adopted amendments to the Procedural Manual. (<i>ALINORM 05/28/41 paras 29-36</i>)</p> <p>The 33rd FAO Conference and the 59th World Health Assembly endorsed the amendment to the Statutes.</p> |
| <p>Guide to the Consideration of Standards at Step 8</p> <p>STATUS</p> <p>CAC29 adopted amendments to the Procedural Manual (<i>ALINORM 06/29/41 paras 22-23</i>); CCGP24 confirmed that no more action was needed. (<i>ALINORM 07/30/33 paras 7-12</i>)</p> |
| <p>Guide to the Procedure for the Revision and Amendment of Codex Standards</p> <p>STATUS</p> <p>CAC30 adopted amendments to the Procedural Manual. (<i>ALINORM 07/30/REP paras 24-27</i>)</p> |
| <p>Arrangements for the Amendment of Codex Standards Elaborated by Codex Committees which have Adjourned <i>sine die</i>.</p> <p>See above</p> |

Other Proposals not directly linked to the recommendations of the 2002 Evaluation

Proposal No. 2: "Implementation of the Evaluation" (ALINORM 03/26/11, paras.14-15)

Option 2.1 – Task Force

The follow up and monitoring of the implementation of the Evaluation recommendations should be entrusted to a Task Force composed of FAO, WHO representatives and the chairperson and vice-chairpersons of the Commission.

Option 2.2 – Executive Committee/Board

The follow up and monitoring of the implementation of the Evaluation recommendations should be entrusted to the Executive Committee/Board.

STATUS

CAC26 decided that the responsibility for following up and monitoring progress in the implementation of the recommendations from the Evaluation Report would be entrusted to the Executive Committee. Twice-yearly sessions of the Committee would be scheduled in order to absorb the additional workload, and provision had been made in the Codex budget to provide support for members from countries experiencing financial difficulties in attending. (ALINORM 03/41, para. 151)

Proposal No. 3: "Priorities for Implementation" (ALINORM 03/26/11, para. 17)

Taking this into account, the Secretariat proposes the following order of priorities:

- Processes for standards management;
- Functions and composition of the Executive Committee, including the participation of observers in the Executive Committee and Executive Committee procedures;
- Review of Rules and Procedures including guidelines for Codex Committees;
- Review of the Committee structures and mandates (including Regional Committees).

STATUS

CAC26 concluded that all four priorities were of equal importance, and that the ranking was made on the grounds of speed of potential progress. It was noted that in all cases where processes for standards management were reviewed, the standard-setting needs of developing countries should be recognized and appropriate capacity-building activities by FAO, WHO and other international organizations should be promoted (e.g. to facilitate access to Internet). The Commission decided that the priorities should be:

- a) Processes for standards management, with due regard to the special needs of developing countries.
- b) Functions and composition of the Executive Committee, including the participation of observers in the Executive Committee and Executive Committee procedures.
- c) Review of the Committee structures and mandates (including Regional Committees).
- d) Review of Rules and Procedures including guidelines for Codex Committees. (ALINORM 03/41, para. 152)

Proposal No. 23 "Responsibility for the Procedural Review" (ALINORM 03/26/11 Add.4, paras 5-6)

Option No. 23.1 – Specialized Task Force on Procedures

In order to provide the immediate impetus for the procedural review while allowing CCGP to continue with its current work, the Commission may wish to establish a specialized Task Force under Rule IX.1(b)(i) of the Commission's Rules of Procedure to draft the required changes to the Procedural Manual, and to submit them to the Commission for consideration not later than 2005. Proposed draft Terms of Reference for the Task Force on Codex Procedures have already been presented in Annex 4 of ALINORM 03/25/3-Add.2.

Option No. 23.2 - Additional meetings of CCGP.

In order to provide the immediate impetus for the procedural review while allowing CCGP to continue with its current work, the Commission may wish to request that Committee to hold one or more special

sessions to draft the required changes to the Procedural Manual, and to submit them to the Commission for consideration not later than 2005.

STATUS

On the basis of the views expressed by a clear majority of members and noting that only France had offered to host the meetings, CAC26 decided that the procedural review would be undertaken by CCGP, at special sessions and under a limited time-frame. The Commission agreed that the Committee would need clear instructions, terms of reference from the Commission and support from the Codex Secretariat. *(ALINORM 03/41, para. 169)*

Proposal No. 27 "Right to address the Chair" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 16)

The Commission may wish to ask the body responsible for the procedural review to consider a new rule, based on a comparable Rule of the World Health Assembly to the effect that "In plenary meetings the chief delegate may designate another delegate who shall have the right to speak and vote in the name of his delegation on any question. Moreover, upon the request of the chief delegate or any delegate so designated by him the President [Chairperson in the case of Codex] may allow an adviser to speak on any particular point."

STATUS

CAC26 decided to ask CCGP to consider a new Rule, based on a comparable Rule of the World Health Assembly to the effect that "In plenary meetings of the Commission, the chief delegate may designate another delegate who shall have the right to speak and vote in the name of his or her delegation on any question. Moreover, upon the request of the chief delegate or any delegate so designated the Chairperson may allow an adviser to speak on any particular point". *(ALINORM 03/41, para. 173)*

CAC28 adopted the Amendment to current Rule V. Sessions on the right to address the Chair *(ALINORM 05/28/41, para. 27)*

Proposal No. 30: "Revision of Rule XI.4" (ALINORM 03/26/11 Add.4, para. 29)

Rule XI.4 should be revised to allow for participation under the FAO/WHO Trust Fund for the Participation of Developing Countries and Countries in Transition in the Work of the Codex Alimentarius Commission and also to take into account the Commission's decision concerning funding of participation of Members of The Executive Committee from the Codex budget (See ALINORM 03/26/11: Add.2, Option 11.4). The body responsible for the procedural review should submit a proposal to the Commission in 2004 on this matter.

STATUS

CAC26 decided to ask CCGP to submit a proposal to the Commission by 2004 to revise Rule XI.4 to remove the possible impediments to the participation of recipients of funding from the FAO/WHO Trust Fund for the Participation of Developing Countries and Countries in Codex Standard Setting Procedures in the Work of the Codex Alimentarius Commission. It also requested that the revised Rule should take into account the Commission's decision concerning funding of participation of Members of the Executive Committee from the Codex budget. *(ALINORM 05/28/41, para. 177)*

CAC28 adopted the Amendments to current Rules III and IV.1 concerning the enlargement of the Executive Committee and to current Rule XII on matters related to budget and expenses. allowing the participation of the Coordinators as Members in the Executive Committee. *(ALINORM 05/28/41 para. 20).*